

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

## Le consulat Chautemps-Bonnet-Blum à l'œuvre...

La hausse vertigineuse du coût de la vie rend presque nulles les augmentations de salaires obtenues dans les grèves de juin.

Devant l'offensive de la bourgeoisie, le prolétariat français se souviendra-t-il que c'est son action directe qui l'a mise en échec l'an passé ?

## P. S. F. ne passera pas

La querelle qui sépare actuellement les patriotes se réclamant de la « génération du feu » nous incite à prendre position et à examiner les erreurs inconscientes présentées par le mouvement ex-croix de feu.

Les éléments composant le P.S.F. sont d'essence strictement patriotique. Les anciens croix de feu sont les fameux héros de la Grande Guerre. Les volontaires nationaux sont les fils bien élevés et bien pensants des précédents, prêts eux aussi à sacrifier leur vie pour la sauvegarde du pays, de notre belle France !

La Rocque, universellement connu maintenant et particulièrement dans notre pays n'a pas toujours été le président de cette association d'anciens combattants à la devise si fière, « Unis comme au front » ; il lui a fallu comme tout bon politicien se déclarant apolitique (il est au-dessus des mesquines batailles parlementaires qui rapportent aux élus 60.000 francs par an seulement, chiffre officiel), user de ruses pour arriver au poste tant enviable de chef.

Il nous en fait l'aveu lui-même lorsqu'il dément avoir touché les enveloppes de Tardieu : La Rocque avait rendu vers novembre ou décembre 1929 visite à Marcel Héraud, sous-secrétaire d'Etat « pour des motifs techniques intéressant la Défense aérienne ». Ayant annoncé qu'il allait sous peu entrer dans le Conseil d'Administration des Croix de Feu, Héraud lui dit alors que comme tant d'autres associations d'anciens combattants, les Croix de Feu pourraient être « aidés » par des subventions. Le Colonel de la Rocque répondit qu'il ne pouvait prendre cette offre en considération.

Voyez-vous cela ? Un responsable d'une association faible numériquement — à ce moment les croix de feu ne se composaient que d'un nombre restreint d'officiers pauvres en général, refusant une aide toute naturelle. Admettez la pudeur, l'honnêteté... Seulement, c'est à partir de cette époque que le Colonel de la Rocque devint un conseiller particulièrement écouté au sein de son mouvement. Son ascension assez rapide s'accéléra encore à partir de ce moment. C'est en mars 1930 qu'il devint vice-président des C.F. S'il ne devint président officiel qu'en janvier 1932, sa place était réservée depuis qu'il avait su apporter à l'organisation un souffle nouveau, souffle particulièrement matérialiste : 20.000 francs par mois.

Cette subite renommée et le prestige qui s'en suivit créèrent au colonel quelques ennemis farouches au sein du mouvement. Mais cette animosité était contrainte de se dissimuler. D'autres « grands hommes » auraient voulu disputer au général lieutenant-colonel d'honneur de sauver la France et de se faire eux aussi les apôtres de la réconciliation nationale.

Les colonels Guillaume ou autres Pozzo di Borgo (ce dernier ne porte-t-il pas un nom prédestiné pour sauver la culture française) étaient de ceux-là.

Cette course à l'honneur ne date pas d'aujourd'hui. Au début de 1936, l'homme au cœur français et au nom de « noble étranger » avait déjà convoqué un « jury d'honneur » pour juger le chef du mouvement Croix de Feu. Malgré les terribles accusations portées par le premier, non seulement La Rocque ne se présenta jamais, mais Pozzo di Borgo dut abandonner le mouvement.

Nous ne voudrions pas laisser supposer que le colonel connaissait les moyens d'acheter des complicités, ni que cet homme « intègre » ait su partout où il avait des sections donner l'ordre de faire silence sur ses soi-disant agissements et créer une antipathie « instinctive » à l'égard de celui qui avait osé douter du chef.

Toujours est-il qu'après un long silence, Pozzo di Borgo, empruntant les colonnes d'un journal qui « pense français et n'agit que dans l'intérêt français », *Choc*, dénonce les faits que nous avons relatés plus haut.

P. SERVANT.

(Suite en 2<sup>e</sup> page.)

## UNITE D'INACTION

Il semble que la réaction au pouvoir veuille axer sa propagande sur le thème de la surproduction nécessaire. Nous avons entendu déjà cette musique-là. Elle n'est pas tout à fait nouvelle à cela près que les bénéficiaires directs de la surproduction (les patrons) n'avaient pas eu l'avantage de s'entendre orchestrer par ceux qui en pâtissent (les ouvriers).

Pourtant le miracle est réalisé. Georges Bonnet dans un discours à Périgueux et Racamond dans un article du *Peuple* constataient le même jour :

« Il est triste de penser qu'à l'heure présente, dans un certain nombre de domaines, la production française n'est pas en mesure de faire face aux besoins du marché intérieur, qu'elle alimentait normalement autrefois. » (Georges Bonnet.)

et concluaient à la nécessité

« d'assurer le développement normal de la production afin de mettre notre pays en état d'égalité, voire de supériorité avec des concurrents habituels. » (Racamond.)

Planistes et réformistes apportaient de leur côté leur petite pierre à l'édifice de la réaction en signalant depuis longtemps dans *Syndicats* l'urgence d'une production cohérente et redoublée pour donner à l'économie française une balance commerciale favorable, et en demandant que des mesures soient prises pour combler le vide des 40 heures et de l'exigence matérielle des ouvriers (sécurité, hygiène, rationalisation du travail au profit des producteurs).

Ainsi nous voyons depuis un an le patronat français formuler ses volontés et les matérialiser en soulignant les insuccès de la politique adverse qui rend la France tributaire de l'étranger, et les classes moyennes, les classes-cobayes, à la merci d'une fantaisie partisane ou d'un prophète de congrès.

Et depuis les adversaires de ce patronat ont pu voir se boucler autour de leurs rangs la ceinture de la compréhension nationale.

Les planistes d'abord qui ont horreur des défaillances techniques et pour qui une belle machine économique fonctionnant avec ordre et raison est l'apogée des conquêtes ouvrières.

Puis les gauchistes de gouvernement s'autorisant à la fois des volontés patronales clairement manifestées et des scientifiques de la révolution planée.

Et en hommes pour qui l'économie comme la patrie part d'une compréhension naturelle, les

nationaux russes dits communistes français terminent en apothéose par l'abandon ou le sabotage des grèves ouvrières (qui mènent tout droit à la sous-production).

Les Bonnet, Racamond et Belin tout comme le grand Staline, dans un autre ordre d'activité, se trouvent d'accord pour une politique nationale (antisindicaliste et antiouvrière) qui mette la réaction patronale au niveau des nécessités économiques de la France.

Car les besoins du marché intérieur (Bonnet) tout comme le développement normal de la production (Racamond) appellent une série de mesures qui taillent en pièces la volonté de l'ouvrier de concilier ses avantages comme consommateur à ses aises et libertés comme producteur dans un combat syndical de tous les jours, dans les manifestations, les sabotages, l'insubordination et les grèves, premier obstacle à une économie nationale rénovée suivant des plans russes ou français.

La critique est aisée, dit-on, mais l'art est difficile.

Nous admettons qu'une balance commerciale déficitaire ou la sous-production concurrent avec la hausse des prix est un obstacle insurmontable à la stabilité de la monnaie et au redressement économique en général.

Nous admettons que des traites sur l'avenir — l'avenir du progrès ouvrier — ne peuvent être tirées indéfiniment sur la bourgeoisie.

Nous admettons que l'économie nationale est soumise à certaines nécessités comptables qui exigent à l'intérieur des frontières un rapport raisonnable entre ce qui est produit et ce qui est consommé, et internationalement entre les échanges de produits.

Nous admettons que le régime économique auquel fut soumis la France durant l'expérience Blum est un régime de folie.

Nous admettons qu'il fallait changer ce régime. Mais où nous ne concédons plus rien ni aux socialistes, ni aux planistes, ni aux communistes, c'est sur l'orientation de la nouvelle économie politique.

Durant un an le prolétariat a soumis la production économique à un régime impossible. Le prolétariat ne s'est pas essayé à orienter ou désorienter l'économie bourgeoise.

En juin 36, le prolétariat a pris ses positions politiques. Il a formulé des revendications négatives sans souci de leur donner l'ossature d'un plan de rénovation capitaliste.

Pour n'avoir pas compris cela, les sociaux réformistes ont abandonné l'économie à des me-

sures successives qui se neutralisent l'une par l'autre.

Et aujourd'hui, force est au liquidateur Chautemps de rendre au pays désorienté une économie classique, une économie de raison, dans le cadre où peut évoluer un Chautemps, c'est-à-dire dans le libéralisme bourgeois, en délaissant le prolétariat des positions politiques conquises en juin 36.

Ce qu'il faut dire, c'est que l'expérience Chautemps rend la France à un régime de raison dans la mesure où le capitalisme est un régime de raison.

Blum et consorts ne peuvent rien contre cette expérience parce qu'ils n'admettent plus la déraison du régime capitaliste dans sa totalité.

C'est pourquoi Blum a couvert le premier son successeur-prédécesseur Chautemps.

C'est pourquoi les bonzes syndicaux (tous les bonzes syndicaux) applaudissent aux paroles de raison du libéral bourgeois Georges Bonnet.

Il y aura bien ça et là des frottements parce que la direction politique leur échappe momentanément et aussi pour se préserver par avance de la légitime colère des ouvriers.

Mais Blum ne peut renier Chautemps ni Bonnet parce qu'à leur place il aurait fait la même chose et que les décrets de misère sont l'aboutissement inévitable de l'aventurisme de ceux qui ont perdu toute foi en la révolution négative.

Si le capitalisme peut se survivre et s'améliorer, Chautemps a raison.

Si l'expérience Blum fut raisonnable son successeur et prédécesseur Chautemps a raison.

Si les exigences renouvelées du producteur-consommateur sont déraisonnables, Chautemps, qui les dénonce, a raison.

Si les syndicalistes Belin et Racamond s'accrochent sur les nécessités d'une surproduction nationale avec le réactionnaire Bonnet, Chautemps, qui le couvre, a raison.

Mais alors les totalitaires, les syndicalistes de combat et les sous-producteurs ont tort. Et ceux-là forment dans la pratique la grande masse qui s'est dressée en juin 36 devant un patronat incapable de formuler des exigences et à plus forte raison des plans.

Les ouvriers avaient le pouvoir. Mais il fallait briser les cadres du régime. Les possibilités d'économie rationnelle étaient ouvertes aux intelligences planistes.

Faute d'un peu de raison dans l'action, on doit bien accepter les Bonnet et les Chautemps qui viennent corriger auprès de la clientèle bourgeoise les expériences malheureuses des spéculateurs imprudents.

LUG DAURAT.

## LA F. A. I. SE « NORMALISE »

La F.A.I. qui, jusqu'en ces derniers temps, pouvait être considérée par les sectes antifascistes : socialiste, bourgeois et communiste comme un organisme clandestin, vient de se métamorphoser, par un acte qui a eu là-bas un grand retentissement, en une organisation politique absolument licite, apte à jouer son rôle sur le plan légal de la Démocratie, à l'égal de tous les partis de gouvernement.

Un élément tout nouveau est ainsi introduit dans la structure politique de l'Espagne gouvernementale. Et un élément qui a son importance dans la conjoncture de l'heure. On fera bien de ne pas le perdre de vue en France.

Disons que la constitution de la F.A.I. en parti régulier, la normalisation de l'organisation des anarchistes a été saluée avec sympathie par la fraction du parti socialiste espagnol demeurée pure des atteintes du virus moscovite. On sait du reste que les travailleurs socialistes de l'U.G.T. — ceux qui sont demeurés fidèles à la tradition — et les travailleurs anarchistes de la C.N.T. se sont rapprochés par la force même des circonstances et que leur union s'est maintenue, elle s'est même accrue, en dépit de toutes les manœuvres de division et de zizanie inspirées ou menées directement par le personnel stalinien. On ne s'étonnera donc pas si cette union à la base suggère un rapprochement sur le plan politique entre socialistes et anarchistes — les opposi-

tions doctrinales et philosophiques comptent peu en effet devant les impérieuses nécessités de l'action en commun, et le dogmatisme le plus enraciné perd prise sous le souffle ardent des réalités tragiques.

\*\*\*

L'évolution de la F.A.I. dans le sens de la légalité pourrait prêter chez nous, qui sommes un pays d'égoïsme tranquille, à des critiques, à des objections, à des réserves.

Il importe de comprendre. Et pour comprendre il faut se placer dans des conditions telles que l'on puisse peser et juger objectivement. Considérons donc la situation qui est celle des anarchistes en Espagne, après un an d'épreuve où ils ont soutenu à la fois une guerre et une révolution — celle-ci ayant été la conséquence de celle-là se trouvant, par le fait même, dans ses fins comme dans ses moyens de développement au jour le jour, subordonnée à la conduite victorieuse de la guerre.

Une double évidence ne tarda point à s'imposer aux anarchistes : sur le terrain de la guerre moderne ils se sentaient frappés, techniquement et psychologiquement, d'un « complexe d'infériorité » ; à l'arrière ils étaient tenus de composer avec tous les « sectateurs antifascistes ». A quoi leur eût servi, en supposant qu'ils en eussent éprouvé la tentation, l'exercice d'une dictature politique privée de tous moyens d'action ? L'encerclement les guettait.

Durruti vit clairement la situation et formula toute sa pensée par ces paroles si souvent répétées depuis : « Nous sommes prêts à faire toutes les concessions sauf sur la nécessité d'écraser le fascisme. » Et six mois plus tard, en janvier de cette année, Federico Montseny, toujours dans le même esprit exprimait : « Il est vrai que notre révolution fait deux pas en avant et un en arrière, mais il ne dépend pas de nous qu'il en aille autrement. C'est déjà beau que nous nous réjouissions à maintenir l'élan. »

Ce disant, F. Montseny fait déjà montre d'un optimisme excessif car, dès cette époque le recul de la révolution s'accusait.

Que s'était-il donc passé ? Il s'était passé que l'Etat s'était reconstitué, raffermi. A la vérité il n'avait pas été culbuté. Sous l'assaut fulgurant du fascisme, les hommes d'Etat s'étaient dispersés, évanouis, mais le vieux appareil subsistait intact. Les anarchistes ayant sauvé la situation, les positions désertées furent reprises, timidement d'abord, puis, quand le péril se dessina sur Madrid, on demanda à la

C.N.T. de prêter son concours au gouvernement central réfugié à Valence. Elle accepta l'offre en raison de l'esprit d'opportunisme qui l'animait et qui lui était en quelque sorte imposé par les circonstances.

De l'œuvre du gouvernement Largo Caballero à collaboration anarchiste on peut penser ce qu'on voudra. Pour notre part nous lui reprocherons, nous reprocherons aux « anarchistes de gouvernement » (1) d'avoir poussé l'opportunisme trop loin et d'avoir manqué de prévision. C'est une faute qui devait se payer chèrement. C'est une faute qui devait amener les succès de la contre-révolution.

L'heure n'est pas d'en discuter ici. Et nous serions mal venu et mal placé pour le faire, quant à présent. L'histoire s'en chargera. Si nous formulons ce qui, dans notre pensée, est un avis plutôt qu'un jugement, c'est à seule fin que d'autres avis s'expriment. Mais nous commettrions une injustice qui est loin d'être dans notre sentiment, si nous ne tenions pas compte des raisons majeures qui ont dû déterminer nos camarades de la C.N.T. à participer à l'œuvre gouvernementale, à un moment critique action qui se légitime, n'en doutons pas, à leurs yeux, par de solides arguments positifs.

(Lire la suite page 4.)

RHILLON.

(1) Je n'attache, en l'espèce, aucun sens péjoratif à cette expression.

### « JE DEMANDE AU PEUPLE DE FRANCE DE NOUS SOUTENIR DANS NOTRE EFFORT »

## « Nous n'attendons rien de la guerre »

En Aragon, nous œuvrons pour l'unité du peuple afin de créer une société humanitaire où tous : travailleurs des villes et des champs, manuels et intellectuels, travailleront librement. Nos collectivisations constituent l'exemple vivant de nos aspirations. Déjà elles ont vaincu le chômage et la misère. Si nous n'avions pas à soutenir la guerre, nous pourrions nous acheminer vers le bien-être par l'abondance. Au nom du peuple d'Aragon, je demande au peuple de France de nous soutenir dans notre effort. Nous voulons la paix, rien que la paix, pour travailler en liberté et nous n'attendons rien de la guerre dans aucun pays.

JOAQUIN ASCASO, président du Conseil de l'Aragon

(Voir en 3<sup>e</sup> page les déclarations d'Ascaso au « Peuple »)

Dimanche 22 Août

Tous à la Grande Fête Champêtre  
du « LIBERTAIRE »

A GARCHES (AUX QUATRE-CÈDRES)

(Le programme paraîtra la semaine prochaine)



syndiqués français une aide financière massive et régulière au profit exclusif de la C.N.T. et de l'U.G.T.

Au mot d'ordre dérisoire, lancé récemment par le Papier-Carton, de consacrer une heure de travail à l'Espagne, doit être substitué le mot d'ordre d'une journée ou d'une demi-journée de travail, en faveur non pas de l'Etat Républicain (nous savons maintenant ce qu'il représente), mais de la C.N.T. et de l'U.G.T. qui fournissent contre Franco les trois quarts des combattants.

La deuxième tâche qui s'impose aux travailleurs français pour aider la révolution espagnole, c'est de la connaître.

Il est inouï, pour peu qu'on réfléchisse, de constater le silence de la presse ouvrière française sur les réalisations sociales de la révolution en Espagne, inouï aussi, bien que logique, de voir que, depuis un an, nul contact ne s'est encore fait entre des délégations syndicales françaises et les centrales syndicales ibériques, que nulle liaison régulière, permanente n'a été établie, à la faveur desquels les travailleurs français eussent pu assimiler l'expérience de tant d'égards si riche et si originale, amorcée là-bas par leurs frères, à la ville comme à la campagne, et s'en inspirer pour leur propre action.

Nous comprenons fort bien qu'une telle pénétration des syndicalismes français et espagnols, et que l'intense appel à l'action qui en résulterait pour la classe ouvrière française, ne soient pas du goût de nos défenseurs patentés de l'Espagne républicaine et de nos croisés tricolores de la démocratie contre le fascisme.

C'est une raison de plus pour tous ceux qui, comme nous, luttent dans la C. G. T. contre le néo-réformisme fascisant et l'intégration du syndicalisme à l'Etat bourgeois, d'aider puissamment la révolution non seulement en Espagne, mais en France, en demandant à leurs organisations d'organiser des manifestations de délégations auprès de la C.N.T. et de l'U.G.T. et de mener à cet égard la campagne la plus active.

Une troisième tâche d'entraide et de solidarité s'impose enfin à ces foyers d'ouvriers français à qui leurs chefs ne parlent de l'Espagne que pour détourner leur combativité de classe dans les voies de la guerre étrangère : celle de lutter en France même, sur leur propre terrain, dans leur propre travail de prolétaire, contre Franco. Ce n'est pas un secret que Franco commerce non seulement avec ses maîtres allemands et italiens et ses compères anglais, mais aussi avec la France.

Qui peut dire combien de produits sortent des usines françaises, sont transportés et chargés par des cheminots et des dockers français à destination de l'Espagne blanche ?

Commerce pacifique ? Contrebande de guerre ? Qui s'en soucie à la C.G.T. ? Franco a des agents en France. Agents commerciaux, agents de renseignements et de propagande.

On a parlé d'officiers, d'espionnages. Puis on s'est tu, sans rien faire d'autre que de demander au gouvernement... de suppléer le gouvernement.

Autres faits, plus précis, plus graves : les journaux ont relaté, ces derniers temps, ces saisies répétées de cargos espagnols dans les ports français, cargos travaillant pour le compte des républicains, saisis à la requête des armateurs franquistes.

Qui a bougé, qui bouge parmi ces amis enflammés de l'Espagne républicaine ? Bien plus fort ! Il y a peu de mois, en pleine Gironde, des fascistes espagnols s'emparaient d'un bateau républicain, tandis que l'équipage était à terre — ô ironie ! à une fête organisée par le Front populaire — et fuyaient à toute vapeur vers les ports de Franco.

La presse ouvrière, bien stylée, a étouffé l'affaire ; la C.G.T. s'est tue, comme elle se tait en ce moment sur les saisies.

Est-il besoin de commenter ? Est-il besoin d'insister sur l'intérêt que présenterait en pareille matière, pour l'aide à la révolution espagnole, l'organisation de l'action directe, d'autant plus aisée que, comme dans le cas du cargo enlevé par les franquistes dans la Gironde, elle ne ferait que répondre à l'action directe de nos ennemis ?

Ah ! certes, il y a mieux à faire pour aider la révolution espagnole, que de se pendre aux basques de Genève et de pousser à la guerre de la « démocratie » contre le « fascisme ».

JEAN BERNIER.

## LES INSTITUTEURS CONTRE LA GUERRE

A la suite des doutes que j'exprimais l'autre jour quant à l'efficacité d'une révision de l'Histoire et de la manière de la raconter, un camarade lecteur du *Libertaire*, instituteur à Paris, me reproche, fort amicalement d'ailleurs, ce qu'il appelle « mes exercices d'écriture un peu sectaires ». Il m'assure, d'autre part, que des progrès ont été déjà réalisés dans l'enseignement, et qu'on ne fait plus usage du « Lavis » ; ce qui, évidemment, est un pas en avant assez considérable. Enfin, il m'engage à faire davantage confiance aux instituteurs, lesquels, pacifistes pour la plupart, corrigent dans leurs leçons orales ce que les textes des manuels peuvent avoir de tendancieux.

Tout d'abord, comprenons-nous bien. Comme je l'écrivais dans l'article en cause, je ne décourage pas systématiquement cette tentative de révision de l'Histoire. Bien au contraire, j'y applaudis, mais j'y applaudis avec réserve, craignant de m'être trop tôt réjoui, car cette commission franco-allemande agit sous le contrôle des deux gouvernements. Or lorsqu'on voit ceux-ci à l'œuvre et quand on se rend compte de leur façon particulière de concevoir la paix, on reste un peu incrédule quant à la valeur de leur travail.

D'autre part, je railais le citoyen Bracke parce qu'à mon pessimisme, excessif selon mon correspondant, le rédacteur socialiste affichait un enthousiasme débordant ni plus ni moins que si tous les canons du monde venaient d'être précipités dans l'océan. Que voulez-vous, cher camarade, c'est peut-être sectarisme de ma part, mais je ne puis prendre au sérieux tous ces tribuns et ces bavards, internationalistes par doctrine, patriotes soi-disant par tactique et qui finalement votent à deux mains les crédits de guerre et envoient des hommes au casse-pipe avec la même désinvolture que n'importe quel nationaliste professionnel ou revanchard surexcité. Je pense qu'avant de pouvoir parce que quelques faits historiques vont être présentés aux enfants avec un peu plus de vérité, (et si peu, il suffit pour s'en convaincre de se reporter aux exemples cités par le *Populaire* ?), M. Bracke ferait mieux de ne pas appartenir à un parti qui, porté au pouvoir par une majorité pacifiste, trahit la confiance de ses électeurs en faisant encore plus pour la guerre que n'en avaient fait les gouvernements précédents.

Quant à la note personnelle apportée à la façon d'enseigner par les instituteurs eux-mêmes, c'est différent. J'ai beaucoup de sympathie pour les instituteurs, qui sont très souvent d'opinions assez avancées, laquelle sympathie se trouve encore renforcée du fait que cet imbécile de Clément Vautel exerce cette corporation. Déjà maintes fois, le cancre dégonflé avait attaqué les instituteurs. Il nous souvient même qu'ayant employé à l'égard de certains d'entre eux le procédé qui lui convient si bien et qui répond si exactement à sa nature vile, lâche et fielleuse, c'est-à-dire le cafardage, l'homme-aux-fesses-fragiles avait réussi à faire révoquer des petits professeurs et à priver de leur gagne-pain de modestes institutrices. Aujourd'hui, il continue à distiller sa bave, et les résolutions du récent Congrès ont le don de le mettre hors de lui. Pour la colère comique de ce pitre trouillard et pour son indignation qui le fait encore plus ridicule, s'il est possible, je remercie sincèrement les camarades pacifistes de l'enseignement.

A noter également que cette fois-ci, Vautel rallie à sa cause un autre « journaliste ». Il s'agit de M. Pierre Scize, ancien combattant de la paix et, parce que manchot, futur embauché de la prochaine M. Pierre Scize a perdu un bras à la guerre, paraît-il. Ça le regarde. Mais ce serait vraiment la négation même du progrès si l'expérience des uns ne devait pas servir de leçon aux autres. Il y a encore beaucoup de gens qui ont leurs deux bras, leurs deux jambes, etc., et qui ne tiennent pas du tout à s'en voir priver, pas plus pour la gloire de la France que pour celle du chef génial. Il est heureux et réconfortant de constater que la plupart des instituteurs sont de ceux-là. Ce qui prouve qu'on ne la fait tout de même pas si facilement aux gens instruits et intelligents. Quoi qu'il en soit, M. Pierre Scize, au nom de son incapacité de « travail » qui le rend inapte dorénavant au service armé, ferait bien de mettre une sourdine à ses exhortations, et de cesser de chicaner Delmas sur les moyens à employer pour éviter la guerre. Quels qu'ils soient, ceux-ci sont sûrement meilleurs que celui préconisé par le commis-voyageur de Moscou et qui consiste, comme il est dit dans la « Grande Retape », à bien faire la prochaine.

Mais les instituteurs, comme le prouvent leurs résolutions pacifistes et le peu de prise qu'ils ont sur eux l'odieuse chantaille stalinienne n'ont pas encore perdu la tête et la propagande des défenseurs de la patrie, socialistes ou autres, n'est pas près de les ébranler. A cela nous pouvons applaudir sans réserves.

Et quand Vautel-le-lâche, dans un sur-saut comique d'indignation déplore qu'au congrès, pas un orateur n'ait « parlé des milliers d'instituteurs français qui sont morts en faisant leur devoir », nous pouvons lui répondre que ça n'a même pas servi de leçon de courage à certains, puisque lui-même a eu peur de mourir pour avoir senti l'ombre d'un pied contre son postérieur gélatineux et que les professeurs d'aujourd'hui constatent que le sacrifice de leurs prédécesseurs fut inutile, puisque vingt ans après on prépare une nouvelle hécatombe et que Vautel dispose encore d'une tribune pour salir et cafarder.

MAURICE D'OUTREAU.

## P. S. F. ne passera pas !

(Suite de la première page)

Il est certainement bizarre de constater que c'est après une campagne élogieuse en faveur du « front de la Liberté » de Doriot que le journal aux intérêts purement idéologiques a publié ces « calomnies » infâmes. Telle est du moins l'opinion des P. S. F.

La vérité est plus simple : dans des cas d'une si grave importance, « l'idéologie » doit être subordonnée à l'intérêt monétaire. Le gros capitalisme français qui, lui, sent mieux encore que les doctrinaires socialistes ou communistes la faillite de son régime, a besoin d'une dictature ; jusque-là La Rocque était chargé d'assumer cette tâche, c'est pourquoi des moyens financiers d'une grande importance lui étaient accordés, car on se doute bien qu'il n'y a pas eu que les fonds secrets. Cet argent lui a permis d'intensifier sa propagande, de couvrir la France de ces immenses placards : « La Rocque a raison ». Il a pu s'organiser militairement ; rappelés-nous les défilés Croix de Feu qui ressemblaient à s'y méprendre à des défilés militaires. D'autres que nous ont dénoncé les activités particulières menées dans chaque région.

Les manœuvres et autres moyens réconfortants ne sont pas des inventions. Et il a fallu au gouvernement de Front populaire des preuves particulièrement accablantes pour le décider à dissoudre les Croix de Feu, qui comptent des agents dans toutes les hautes administrations : ministères, états-majors, police.

C'est pourquoi ceux qui payaient ont cessé dès le lendemain de la dissolution des Croix de Feu, leur aide généreuse. Devant le manque de réaction de ceux sur qui ils comptaient, ils se décidèrent à chercher ailleurs.

En effet, nous devons reconnaître que le « colon » aurait pu nous jouer un sale tour ; il avait tous les atouts en main : complaisances partout ou il le fallait, des troupes exercées qui, en quelques jours, auraient pu créer au gouvernement de Front populaire de graves difficultés, et cependant rien n'a été fait. Est-ce une frousse quelconque ? Est-ce un retard stratégique ?

Il nous paraît plutôt que cet officier énergique n'est qu'un individu ayant peur des complications ; qu'il a senti que ses troupes, toutes prises dans la petite bourgeoisie et la classe timorée et flottante des employés de bureaux, eussent été incapables de lutter contre un prolétariat qui faisait encore ses preuves par l'endurance qu'il montrait au cours des grèves.

Pozzo di Borgo, Choc, Le Jour, L'Action Française et tous les journaux « indépendants » sont des entremetteurs directs ou indirects de ceux qui veulent nous imposer un régime autoritaire pour sauver leur capital. Ceux-ci ont déjà fait leur choix : Doriot paraît en effet tout désigné ; lui se chargera d'entraîner à sa suite des ouvriers, des vrais ; il semblerait pouvoir Mémons-nous cependant de cette lutte qui va aller en s'atténuant, il sera prêt à accepter la médiation, car les fonds vont lui manquer. Il doit compter sur ses propres forces, il a dû engager une grande partie de ses capitaux dans l'acquisition du *Petit Journal*, et il craint pour son argent : ses appels désespérés aux souscriptions, aux abonnements en font foi.

Il sera donc tout porté à accepter une quelconque alliance officielle ou occulte avec ceux-là mêmes qui le dénoncent au jourd'hui. Nous verrons sans doute d'ici peu un quelconque regroupement des forces nationales, et c'est alors qu'il s'agira de lutter contre la réaction fasciste.

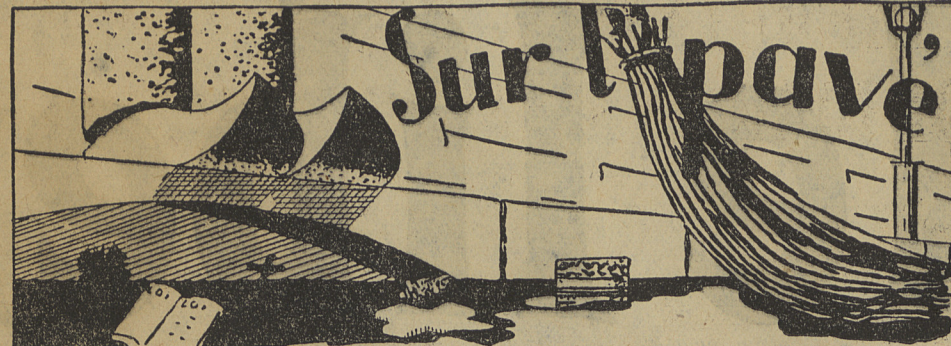
Nous nous devons de dénoncer l'idéologie même du nationalisme, non seulement par des faits concrets, mais aussi par la logique en reprenant nos vieux thèmes anti-patriotiques.

Les idéologues français du fascisme, La Rocque en tête, prêchent l'abstraction de tout égoïsme, un intérêt collectif qui, en l'occurrence, est la France, dont les limites sont purement politiques et transformables presque à volonté, puisent à la caisse et en prennent de tous les côtés. La Rocque fait imprimer son nom en gros caractères à chaque occasion, il fait imprimer des papillons sur lesquels nous admirons cette affirmation gratuite : « La Rocque a raison ».

Les hommes sincères vont-ils encore se laisser bernier par toutes ces conceptions absurdes ? Invoquer la tradition, c'est admettre tout ce qui a fait le malheur de nos pères, c'est approuver la guerre de 1914 ainsi que celles qui l'ont suivie : c'est être réactionnaire.

Ces contractions sont, au sein du mouvement Croix de Feu, continues, et si de nombreux hystériques les suivent encore, c'est parce que son chef avait su s'armer d'une couronne divine. Les dénonciations portées contre de La Rocque par ses amis d'hier doivent l'empêcher de triompher. Nous saurons nous servir et de ces preuves et de nos poings, s'il le faut, pour que le Parti Social Français ne passe pas.

P. SERVANT.



## POUR LES GILETS RAYES DE "VENDREDI"

L'hebdomadaire « Vendredi », fondé par des écrivains et des journalistes et dirigé par eux — en passant par le 120 de la rue Lafayette — commence à répandre, par des méthodes jésuitiques, pardon stalinienne, des calomnies contre nos camarades de la C.N.T. et de la F.A.I., et aussi, habilement, contre l'U.G.T. et l'aile gauche du P.S. représentée par Largo Caballero. C'est, tout d'abord, l'analyse politique des forces ouvrières avant juillet 1936, pour en arriver au commencement du coup fasciste, et, par ce truchement « tout littéraire », faire pénétrer chez des esprits non avertis les mensonges, les calomnies plus facilement.

C'est adroit, mais on s'en aperçoit. Toute l'activité d'un an de la C.N.T. est condamnée radicalement. Tous les échecs militaires lui sont attribués. De son apport constructif sur le plan économique, le silence est complet, car, sur ce terrain, les faits sont par trop évidents.

Les fameuses thèses « des fronts pareseux » y sont décrites avec doigté. Sa position politique de ne pas vouloir lier le prolétariat ibérique avec les puissances démocratiques capitalistes, y compris l'U.R.S.S., est, pour le signataire de l'article, une attitude de désespoir.

Bref, l'article semble être fait pour apporter des matériaux d'analyse, mais, en fait, il n'est écrit que pour préparer l'opinion ouvrière de ce pays à un nouveau 3 mai contre tous ceux qui sont restés révolutionnaires.

La C.N.T. est attaquée avec une telle violence, parce qu'elle n'accepte pas le retour en arrière, parce qu'elle maintient sa position de toujours, qui est celle de donner la terre aux paysans, l'usine aux travailleurs.

L'étiquette contre-révolutionnaire s'accroche très bien à ceux qui donnent des gages aux puissances démocratiques et non à la C.N.T. et à la F.A.I. Ceux qui dissocient la révolution de la guerre. Ceux qui, par des manœuvres souterraines, essaient de désagréger le bloc syndical U.G.T.-C.N.T., base de victoire sur le fascisme et sur la réaction naissante à masque antifasciste. A ceux qui arrêtent la socialisation, qui reprennent les usines, les terres, pour les remettre à leurs propriétaires.

« A ceux qui spéculent sur l'apport d'armes de l'U.R.S.S. pour créer une ambiance permettant de faire entrer le prolétariat ibérique dans le bloc démocratique et l'entraîner hors de ses buts révolutionnaires, au profit des dividendes capitalistes.

Contre-révolutionnaires sont ceux qui, comme Hernandez, déclarent que la propriété n'est pas abolie, que l'inégalité du salaire, l'augmentation des heures de travail sont nécessaires. A ceux qui viennent de signer un décret par lequel le culte est rétabli.

Tous ces gens qui sont soumis à la politique extérieure de l'U.R.S.S. et qui trouvent leur expression dans le Gouvernement Négri, Gouvernement de l'assassinat de la Révolution.

Lâches et menteurs sont ceux qui laissent des colonnes entières sans armes pour mieux exploiter leurs morts après, et pour l'heure présente mieux les salir, parce qu'ils n'acceptent pas les ordres qui passent par Londres, Paris et Moscou.

Fausseurs ceux qui ont pour nom Corpus Barga, quand ils prétendent que l'Espagne ouvrière ne peut se gérer par ses organisations syndicales et instaurer un milieu social où l'exploitation de l'homme par l'homme aurait disparu, ainsi que la propriété privée, et que seule une bonne République capitaliste peut vivre, alors que tout démontre le contraire.

Non, car une puissance se dresse et montre la voie révolutionnaire pour la libération d'un monde qui souffre et qui veut, en dépit de tous les calculs, de toutes les trahisons, briser le monde capitaliste. Et cette force constructive, c'est la C.N.T. et la F.A.I.

Qu'actuellement le repli politique de la C.N.T. et de la F.A.I. soit un fait, il n'en reste pas moins qu'une guerre révolutionnaire traverse plusieurs phases et que les présumés morts ne sont pas morts, car ils sont l'expression profonde du prolétariat espagnol.

Que partout nos camarades redoublent d'activité, qu'ils soutiennent la C.N.T. et la F.A.I.

Levier révolutionnaire qui vaincra le vieux monde.

Roger GOUDRY.

## LA CLAUDICATION DE THEMIS

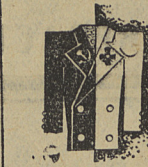


Une hétéra de haut vol, intrigante et prétentieuse, après avoir traîné un peu dans toutes les couches de gros bourgeois ou de directeurs aristocratiques vise plus haut et réussit à faire « monter » pour une « passe », Mussolini lui-même. Par la suite, et à des fins publicitaires, elle tire sur l'ambassadeur Chambrun, qui, dans cette affaire, s'était mué en agent des mœurs.

Pour juger ce petit drame du « milieu », on a prononcé le huis-clos, afin que le public ne soit pas mis au courant de certaines « faiblesses » d'un dictateur. Magda Fontanges s'en est tirée avec un an de prison avec sursis.

Mais M. Lecoutre, garçon de café, ayant cassé deux verres au cours d'une discussion pendant la grève, est condamné par la 16<sup>e</sup> Chambre correctionnelle à 6 semaines sans sursis, 50 francs d'amende et 1.500 francs de dommages.

## L'OPIMUM DU PEUPLE



La jeunesse communiste française organise un vaste congrès mondial de la Jeunesse pour la Paix. Tout est prévu pour cette manifestation grandiose, y compris le message de la « Génération du feu », qui sera lu par M. Rivollet, le président de la Confédération nationale des Anciens Combattants (une, deux, une, deux). On a même poussé plus loin l'esprit pacifique et révolutionnaire : il sera célébré le 15 août, au milieu du Congrès, une messe pour les jeunes du Culte catholique et un office protestant.

Mais, entre nous, que deviennent les Juifs, en cette affaire ? Et le P. C. deviendrait-il antisémite ?

## HISTOIRE DE FEMMES



Ca va mal chez les partisans de la réconciliation, (non pas chez les communistes, chez les gens de droite !)

Les insultes pleuvent, les sous-entendus abondent, les coups de pied en vache partent de tous les coins, jusqu'à présent c'est la Rocque qui encaisse le plus !

Bébé Bailly soutient Doriot. C'est son « homme ».

Le grand Jacques, lui se sert de l'autre colon, Guillaume, qui fit carrière en prouvant ses talents... disons... linguaux sur la personne de son supérieur le maréchal Lyautey. (Ah ! les meneurs d'hommes !)

Paulette Couturier, dans l'« Huma » en file de grands coups à Bailly la coquette, ce qui permet au « P. J. » (coïncidence des initiales) de reproduire ses papiers.

Que voulez-vous, il n'y a pas toujours de l'argent pour tout le monde.

On ne sait encore pour qui la « Ligue Féministe » va se prononcer.

## LE RECORD DE LA SALOPERIE



Le record de la saloperie bolchevique semble être battu par un article paru dans la *Revue Mensuelle du Mouvement mondial de la Solidarité*. Cette revue porte nom « Unité ».

Unité, à la mode stalinienne ; c'est tout un programme.

L'article en question parle des événements du 3 mai à Barcelone. N'attendez pas d'y trouver le récit objectif de la lutte. La F.A.I. et la C.N.T. n'y sont d'ailleurs nullement citées.

Le courageux anonyme, auteur de l'article, se contente d'accumuler les injures et les calomnies contre le P.O.U.M. On y lit en particulier le passage suivant : « Toukatchevsky et ses complices qui avaient partie liée avec une puissance fasciste et les émetteurs de Barcelone, relèvent du même patron (Hitler et Cie), travaillent pour la même cause : la triomphe du fascisme et de la réaction. » Ainsi, les courageux travailleurs de Barcelone qui se sont dressés en mai pour sauver les conquêtes du 19 juillet sont des agents de Hitler. L'« Humanité » avait déjà employé la formule, mais devant la riposte du numéro spécial du *Libertaire* elle n'avait pas osé insister, aujourd'hui cette saloperie est reprise par une vague journaliste à gages.

Staline est bien servi, les valets sont dignes du maître.

## PRENDRE DATE

C'est en octobre que cinquante œuvres nouvelles de Ch. d'Avray seront éditées par « Les chansons de l'Avenir ». A la même date sortiront ses antennes œuvres.

## ILS SE RECONNAITRONT !



Les constipés de la matière grise à la solde de Moscou salissent ceux qui tombent en Espagne, dans *Vendredi*.

Ces gens, pour qui le terme servir n'a de sens qu'en espèces, ne peuvent comprendre ceux qui ne veulent pas se soumettre.

Ces planqués et valets de bourses capitalistes ne peuvent saisir ceux pour qui la révolution est autre chose qu'un ventre à remplir.

Ils salissent par ordre, pour toucher leurs soldes. Ils traduisent l'espagnol, puis le soumettent à la censure du parti auquel ils obéissent en chiens couchants, comme tout un tas de Wurmsers ? Dénaturer, tronquer et baver sur tout ce qui est grand, tel est leur rôle. Saluads !



A Paredes del Rio, près de Villaverde, à quelques kilomètres des lignes de tranchées, plusieurs paysans, imitant les travailleurs des collectivités agricoles, travaillent et ensementent un bout de terrain en commun, malgré le danger causé par les canonnades ennemies.

Eh bien, au moment où la récolte approchait, une équipe de communistes staliniens arrivèrent, démolirent et saccagèrent tout, en déclarant qu'aucune tentative de socialisation ne devait être faite avant que ne se termine la guerre.

Sans commentaires. Monsieur Duhal.

## A l'aide, pour le "Lib" !

Les nouveaux tarifs postaux auxquels vient encore s'ajouter une nouvelle augmentation chez notre imprimeur, ont causé un déficit important dans notre maigre budget. Le mois d'août étant le mois le plus difficile de l'année — ce fait est bien connu de tous les journaux — nous avons eu beaucoup de difficultés pour régler ce dernier numéro.

Ces difficultés se retrouveront pour notre prochain numéro ; elles seront sans doute encore aggravées, les principales rentrées du mois étant faites. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos amis pour qu'ils nous apportent une aide immédiate.

Nous avons toujours dit que le meilleur secours pour un journal est l'abonnement. Nous insistons de nouveau auprès de tous nos lecteurs fidèles pour qu'ils s'abonnent. Nous leur demandons de le faire très rapidement, car les nouveaux tarifs postaux nous obligent à envisager l'augmentation du prix de l'abonnement et réabonnement pour le mois de septembre. Que tous les abonnés qui ont reçu un avis de réabonnement ne tardent pas non plus s'ils veulent profiter du prix actuel.

Camarades, vite, abonnez-vous, réabonnez-vous ! Que tous nos amis nous envoient leur aide dès la lecture de cet appel.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

FRANCE 52 Nos .. 22 fr. 26 Nos .. 11 fr. ETRANGER 52 Nos .. 38 fr. 26 Nos .. 15 fr.

Chèque postal : Scheck André, Paris 487-78 9, rue de Bondy (109) Téléphone : BO7215 68-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de .....

à partir du ..... pour la somme de .....

dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

Nom (1) ..... 183

Ville : ..... Adresse : .....

(1) Ecrire très lisiblement. Département : .....



## IMPORTANTES DÉCLARATIONS DE JOAQUIN ASCASO AU "PEUPLE"

Nous reproduisons ci-dessous les passages essentiels de l'interview de notre camarade Joaquín Ascaso, président du Conseil d'Aragon, interview publiée dans le Peuple du 10 août sous la signature d'André Juin. Ces déclarations, fort nettes comme on le verra, donnent dans l'ensemble une bonne réponse aux problèmes politiques posés devant nos camarades, tant sur la question de la guerre extérieure, que sur l'obstruction des stalinien à l'œuvre révolutionnaire.

— Votre mouvement de collectivité est-il le résultat de vos décisions de congrès ou l'expression de la volonté populaire ?

— Dans nos congrès, nous avons souvent abordé le problème de la reconstruction économique après la révolution, mais nous n'avons jamais élaboré un plan précis. La collectivisation en Aragon a été l'œuvre des ouvriers et des paysans.

— On peut donc dire que vous n'avez pas imposé vos théories communistes libérales ?

— Absolument pas. La meilleure preuve, c'est que l'ordre économique règne partout et que la récolte de 1937 dépassera de beaucoup les récoltes antérieures.

— Quelles furent les principales difficultés rencontrées ?

— Les difficultés militantes pour organiser nos collectivités et résistance sourde de certains éléments bourgeois. A la campagne, des propriétaires ont tenté de paralyser nos entreprises de collectivisation ; à la ville, des techniciens ont abandonné les usines, laissant les ouvriers se débrouiller seuls.

— Quelles mesures prenez-vous contre eux ?

— Aucune. La collectivisation est tellement populaire que nous ne craignons pas de laisser à chacun la liberté d'y adhérer ou non, et même, pour ceux qui y participent de s'en retirer pour exploiter individuellement leur bien.

— Ce cas se produit-il souvent ?

— Jusqu'ici, non. Pourtant, sous l'influence d'éléments politiques que je ne puis nommer, un mouvement de désaffection à l'égard des collectivités se manifeste. Ce mouvement n'est pas dangereux dans ses résultats, mais surtout par son origine et par ce qu'il présage pour l'unité de notre mouvement.

— Puisque nous parlons d'unité, laissez-vous vous dire qu'en France on comprend mal que devant les dangers qui vous assaillent, vous n'avez pas su déjà la réaliser.

— Ascaso nous rassure :

— L'unité d'action est constamment réalisée à la base. L'unité organique se heurte aux susceptibilités quelquefois même aux manœuvres des sommets. Cependant, de notre côté, à la C.N.T., nous sommes prêts à tous les sacrifices pour la voir s'accomplir. Je dirai mieux : il faut que l'expérience espagnole serve de leçon au prolétariat mondial afin qu'il réalise une seule et unique organisation internationale.

— Vous ne feriez donc pas de votre actuelle affiliation à l'A.I.T. et de votre adhésion éventuelle à la F.S.I., par exemple, une question de principe ?

— Aucune. Nous sommes prêts à tout sacrifier pour l'unité : à l'intérieur comme à l'extérieur.

Notre entretien se continue avec beaucoup de liberté de pensée de part et d'autre. Ascaso regrette l'attitude du gouvernement de Front populaire à l'égard de la révolution espagnole. Nous en profitons pour rétablir certains faits et préciser que la crainte de la guerre a considérablement influencé l'attitude des organisations ouvrières françaises.

— On craint, précisons-nous, que vous ne voyiez dans un conflit qui opposerait la

France à l'Allemagne ou à l'Italie, par exemple, un moyen de vous soulager de l'étréinte fasciste. De là à supposer que vous ne puissiez à la guerre, il n'y a qu'un pas que beaucoup ont bientôt franchi.

— Mais... nous n'attendons rien de la guerre ! s'exclame Ascaso. D'abord, rien ne prouve que nous ne serions pas les premières victimes d'un conflit mondial. S'il est admis que l'offensive actuelle du fascisme international en Espagne est le commencement de son offensive contre ce qui reste de démocraties dans le monde, il appartient au peuple de France, et à lui seul, de déterminer son attitude devant un danger qui le menace. Pour le moment, nos sollicités de son amitié nous aide matériellement plus grande afin d'être mieux armés pour mener nous-mêmes notre guerre de libération.

— Nous ne vous posons pas de ques-



Joaquín Ascaso

tion d'ordre militaire ; cependant, laissez-nous vous exprimer l'étonnement de nos milieux ouvriers devant la stabilité du front d'Aragon. Ainsi, pendant l'offensive des rebelles contre l'Euzkadi, beaucoup chez nous espéraient en une diversion sur le front d'Aragon pour soulager les malheureux Basques.

Ascaso quitte le meuble contre lequel il est adossé et fait quelques pas dans la pièce en esquissant des bras un geste d'impuissance. Puis, revenant droit vers nous, ses yeux fixant les nôtres, il déclare :

— Le front d'Aragon est le seul qui non seulement n'ait pas cédé de terrain, mais en certains endroits a amélioré ses positions. Nous menions la guerre en Aragon avec nos seuls moyens. Nous n'avions ni tanks ni avions. Toute offensive sérieuse nous était ainsi interdite malgré la volonté de combat de nos colonnes. Maintenant, la direction militaire ne nous appartient plus, mais je doute que la situation matérielle se soit améliorée...

Poussant jusqu'au bout notre souci d'impartialité, nous questionnons :

— Peut-être votre mauvaise volonté à l'égard du gouvernement de Valence explique-t-elle votre pénurie de moyens matériels, car enfin, depuis un an, l'activité industrielle, à Barcelone particulièrement, a dû vous permettre de construire des avions et des tanks ?

— C'est exact quant à l'activité industrielle ; mais celle-ci est répartie par le gouvernement central. A l'égard de ce gouvernement, nous observons une attitude disciplinée. Nous avons accepté son contrôle. Nous avons accepté la militarisation. Nous avons accepté de dissoudre nos patrouilles de contrôle et de laisser aux gardes d'assaut envoyés de Valence le soin d'assurer la police du pays. Cela, vous avez pu le constater...

C'est exact. Partout où nous sommes passés, seuls les gardes d'assaut assuraient le contrôle des communications et partout les milices confédérales ont accepté la militarisation. Les éléments étrangers qui s'y sont refusés ont été évacués sur l'arrière et des mesures de rapatriement sont en voie d'exécution.

— Comment, dans ce cas, expliquer les bruits qui courent concernant vos désaccords avec Valence ?

— Je vous répète que nous ne faisons obstacle à rien de ce qui est motivé par les besoins de la guerre... Mais, sur le plan économique, nous n'acceptons pas que le peuple soit dénué de ses conquêtes. Dans l'état actuel des choses, toutes les mesures prises par le gouvernement central n'émanent que de sa propre volonté. Nous pensons qu'il n'est pas possible d'appliquer ces mesures sans tenir compte de la situation existant actuellement, situation voulue et créée par le mouvement des masses. Le syndicalisme français, démocratique et fédéraliste, nous comprendra sans peine.

Une dernière question en nous serrant la main :

— Le moral est-il bon ?

— Tout comme au premier jour. J'ai confiance. Nous arriverons à bout de toutes les difficultés. Toutes les révolutions connaissent ces difficultés. Je reste inébranlable. Pourtant, comme beaucoup de mes camarades, je suis parfois affecté par les attaques injustes de certains et inquiet des manœuvres politiques des autres.

André JUIN.

## Les staliniens cherchent-ils un nouveau 3 mai ?

Il y a quinze jours, on s'en souvient, nous posions cette question devant les menaces à peine voilées formulées par les gens de Staline à l'égard des révolutionnaires espagnols de la C.N.T., F.A.I. et du P.O.U.M. Nous avions remarqué que ces menaces avaient pris une forme concrète dans les résolutions prises à la conférence du P.S.U.C. à Barcelone.

Depuis quinze jours les événements n'ont fait que confirmer nos prévisions. Il est clair que le plan de répression contre les révolutionnaires espagnols dont nous parlions la semaine passée se réalise progressivement. Des abus de pouvoir, des poursuites judiciaires, des attentats, des crimes se sont multipliés. De nombreux militants de la C.N.T., F.A.I. sont en prison. Certains, et non des moindres, ont disparu. Le P.O.U.M. a été l'objet de persécutions nombreuses et l'on a même vu ce fait honteux que les poursuivis soient jugés en vertu d'un décret promulgué le 23 juin, soit sept jours après leur arrestation, qui est du 16. Justice rétroactive ! Il y a aussi la justice expéditive issue en droite ligne des procédés du Kremlin. Nombre de militants en ont déjà été les victimes et une note laconique émanant du gouvernement Negrín a parlé de « l'évasion » de Nin, mais on n'a pas osé démentir le bruit — que nous avons rapporté la semaine passée — selon lequel Nin et ses compagnons avaient été exécutés lors de leur transfert d'une prison à une autre.

Enfin après les hommes, la pensée. Le gouvernement Negrín s'efforce maintenant de museler la presse confédérale et anarchiste par les mêmes procédés employés naguère par les « républicains » de l'époque du « bien negro » ou par Primo de Rivera. Une fois de plus, C.N.T. l'organe madrilène de la Confédération, a été suspendu pour huit jours. « La Soli » elle-même, pour la première fois depuis le 19 juillet 1936, vient d'être frappée d'une suspension de cinq jours. Rappelons en passant que la « Soli » est, par son tirage, 220.000 exemplaires, le plus grand de tous les journaux d'Espagne.

### LA RESISTANCE S'ORGANISE

Cependant cette politique de répression systématique envers les forces spécifiquement révolutionnaires, ne va pas sans grands inconvénients pour ses instigateurs.

Le résultat le plus clair a été le resserrement de l'alliance révolutionnaire des deux grandes centrales syndicales U.G.T.-C.N.T., Caballero et ses partisans ont senti — un peu tard — le dan-

ger de l'emprise stalinienne sur la vie politique espagnole.

A l'égard de la situation politique générale, créée par le gouvernement Negrín, Largo Caballero a même fait à des journalistes étrangers la déclaration suivante :

« Quand je démissionnais, je croyais faciliter la victoire. Or, si celle-ci n'est toujours pas réalisée, elle ne s'est cependant pas encore réalisée. Je suis d'avis qu'il n'est pas prudent d'écartier du pouvoir comme de la responsabilité ou du succès ceux qui, au moment de la Révolution, donnaient leur cœur et leur sang pour elle. Je n'applaudis pas à l'attitude d'éléments incontrôlés qui commettent des excès, mais je ne puis accepter la répression contre les partis qui représentent la grande marche du peuple espagnol et la classe des travailleurs. »

L'attitude gouvernementale actuelle contraste avec celle du début de la Révolution où l'on arma les ouvriers. Pourquoi les désarmer alors que la lutte est plus acharnée que jamais ?

« Je ne puis approuver une politique que je tiens pour entachée d'erreurs en ce qui a trait au plan militaire et à la procédure non observée de camaraderie envers la multitude ouvrière d'Espagne. Je vais renseigner l'opinion saine, l'opinion ouvrière et campagnarde, la grande opinion espagnole, celle des champs, des usines, des ateliers sur mes actes et sur ceux de chacun en ce moment si grave pour la République et le prolétariat. »

Cette inquiétude tardive de Largo Caballero et de ses amis a cependant hâté la conclusion de l'accord proposé valablement à l'U.G.T. par la C.N.T. depuis plus d'un an.

Cet accord, que nous avons publié dans ses grandes lignes la semaine passée, a cependant eu le don de mettre en rage les communistes qui ont prétendu y voir une manœuvre contre l'unité antifasciste ! Certes on conçoit que l'unité syndicale gêne les staliniens dans leur politique de conservatisme social.

Mais ce n'est pas évidemment ce qu'ils lui ont objecté. C'est d'être trop se découvrir. Ils ont préféré en marquer l'insuffisance en ce qui concerne les problèmes vitaux de la guerre.

Mariano Vasquez, secrétaire général de la C.N.T., leur a fort justement rétorqué dans des déclarations publiques (« Soli » du 3 août) qu'il ne s'agissait en rien d'un programme, mais avant tout d'un pacte initial d'entente et de respect mutuel.

Les communistes qui sentent la faiblesse de leur position auprès des masses ouvrières (lesquelles veulent l'unité syndicale) et qui ne peuvent se maintenir que par l'appui qu'ils reçoivent de l'étranger — matériellement de la Russie et moralement de la France surtout — ont tenté ici même une offensive insidieuse contre nos camarades de la C.N.T., F.A.I. et contre les antifascistes qui refusent de marcher sous leur houlette.

L'« Humanité » a publié le 6 la protestation du bureau politique du P.C. espagnol contre l'alliance U.G.T.-C.N.T. en présentant celle-ci comme une manœuvre d'éléments hostiles à l'unité antifasciste ? (2) L'hyponotisme « Vendredi », qui est plus ou moins devenu une manœuvre moscovite, insère complaisamment une diatribe contre les anarchistes espagnols. Toute cette clique d'intellectuels et de journalistes attachés corps et âme à Staline marcherait demain, s'il le fallait, contre ces admirables anarchistes qui, au nom de l'unité « antifasciste » — celle des staliniens, bien entendu — ne voudraient pas se laisser assassiner en silence.

Seulement la partie n'est pas jouée. Loin de là. On nous a rapporté qu'en Espagne même, les persécutions contre les anarchistes et les poursuites contre le P.O.U.M. auraient désorienté au sein du P.S.U.C. même un certain nombre de nouveaux venus. D'autre part l'histoire de la C.N.T., F.A.I. démontre par trop d'exemples, que ce n'est pas par la terreur qu'on peut anéantir la pensée libertaire et le mouvement prolétarien en Espagne.

Seulement, les manœuvres des seides de Staline et de leurs alliés bourgeois, peuvent en se développant, créer de nouvelles difficultés à la lutte contre Franco et pour la révolution.

A nous d'y faire obstacle en dénonçant ici leurs complicités et en démontant les ouvriers abusés par leurs mensonges.

Louis ANDER.

## POUR UNE SOLIDARITÉ PERSÉVÉRANTE

Le Comité pour l'Espagne libre qui, depuis le début des hostilités s'est donné pour tâche de coordonner toutes les énergies afin d'assurer le ravitaillement des vaillants défenseurs de nos libertés et des populations victimes du fascisme, rappelle à toutes les bonnes volontés que la bataille acharnée qui se poursuit aujourd'hui, non plus seulement contre les troupes mercenaires de Franco, mais pour faire échec à la contre-révolution qui s'organise à l'intérieur, rend plus nécessaire que jamais que s'exerce à l'égard de nos camarades d'Espagne toute la solidarité indispensable, sous forme de dons en nature et en argent.

D'autre part, nos camions continuent à porter régulièrement aux deux cents enfants de notre colonie de Liansa tout ce que nous pouvons recueillir en : vêtements, linge, chaussures, médicaments, jouets, etc. Comme vivres : lait condensé, sucre, pâtes alimentaires, chocolat, café, farine, confitures, gâteaux secs, etc... De ce côté aussi, la solidarité doit s'amplifier si nous voulons faire mieux encore.

\*\*

Quelques dizaines de carnets de tombola inventés nous sont revenus ces jours-ci. Que ceux de nos camarades qui en auraient le placement n'hésitent pas à nous en faire la demande.

A tous ceux qui détiennent encore des carnets en dépôt nous demandons de les écouler le plus rapidement possible et de faire rentrer au plus tôt le produit de la vente.

Tous à la besogne, il n'en manque pas.

Le Comité pour l'Espagne libre, 26, rue de Crussol, Paris-11\* Téléphone : Roquette 73-96.

A nos amis de la région parisienne nous

Car elle intervenait, car elle intervenait.

Depuis le mois de juin les gardes d'assaut ont commencé à perquisitionner dans les villages pour les désarmer. Nos camarades doivent cacher leurs moyens de défense comme aux temps des réactions monarchistes ou semi-fascistes. On a établi les permis pour le port d'armes, permis que ne peut obtenir qu'une minorité infime, de façon que la plupart des paysans révolutionnaires sont arrêtés si les gardes nationaux (les gardes civils d'avant) leur trouvent un revolver ou un pistolet.

Simultanément, des forces de police se concentrent. Les gardes arrivent par centaines à Caspe, d'où on les envoie dans d'autres régions. Deux cents gardes sont arrivés à Barbastró, qui en était déjà infesté, quatre-vingts à Monzon qui est tout près. On les distribue stratégiquement ; cette distribution ressemble, de plus en plus, à un encerclement. Du reste, plus d'un camarade a déjà été arrêté, quoique relâché sur l'intervention énergique des militants les plus décidés.

### L'OFFENSIVE ECONOMIQUE

Cela ne suffit pas. Les collectivités d'Aragon peuvent moralement se défendre devant des témoins impartiaux. Elles ont semé en moyenne trente pour cent de blé de plus que précédemment, elles ont semé plus d'avoine, plus de maïs et de pommes de terre, elles ont multiplié, dans leurs porcheries, les animaux destinés à la consommation. Elles ont concentré les petites industries, construits ou aménagés des écoles et des hôpitaux, socialisés à peu près partout la médecine.

On veut les faire échouer et on emploie pour cela divers moyens. D'abord, on a mobilisé le plus grand nombre possible de jeunes gens. Pendant qu'en Catalogne, beaucoup de ceux qui appartiennent aux mêmes classes, ne sont pas appelés parce qu'il n'y a pas d'armes, ceux d'Aragon le sont sans exception. Cela prive l'agriculture de bras et comme beaucoup d'hommes sont déjà au front, il est fréquent de voir des villages qui avaient ensemencé de grandes étendues de terre spécialement défrichées, ne pas pouvoir récolter le blé par manque de main-d'œuvre.

Les carabineros — troisième plaie policière — se sont spécialisés dans un genre de vol direct. Ils arrêtent les camions sur les routes et les emmènent avec leur charge.

Les autorités militaires officielles travaillent d'accord avec ces carabineros. Sous le prétexte d'aider le front, elles font en

ce moment réquisitionner par force tous les camions, qui ont été acquis en se privant de vivres dont on avait besoin.

Et après les camions, on réquisitionne le blé, les moissons nouvelles, sous la menace d'une irruption armée, sans donner en échange ni argent ni autres produits. Ce sont des réquisitions forcées.

Voilà l'œuvre du gouvernement qui, pour la galerie, a légalisé les collectivités agraires. Cette légalisation a pour but de mieux dissimuler la manœuvre d'étranglement que l'on réalise méthodiquement.

### LE CONSEIL D'ARAGON

L'offensive s'étend au Conseil d'Aragon, qui n'a pourtant jamais gêné d'une façon efficace les manœuvres du gouvernement central et des partis politiques. Mais de toute façon il protège comme il peut les collectivités, il les aide même. C'est suffisant. Il faut le balayer. Les communistes, toujours à la tête des offensives réactionnaires, ont commencé les critiques depuis longtemps. Le bloc contre-révolutionnaire s'est soudé. Le Conseil d'Aragon est débordé en tant que force armée. La dissolution ne peut tarder.

### L'ELEMENT CHANTAGE

Que faire ? Seul un soulèvement général des paysans aragonais peut les sauver.

Mais, comme toujours, on hésite à créer une situation politique qui favoriserait une offensive foudroyante de l'armée fasciste et qui nous ferait passer, devant le monde, comme les responsables d'une défaite définitive.

Les gouvernants, les politiciens, les conservateurs — fascistes, républicains, socialistes et communistes —, tous d'accord, en profitent. La résistance d'un village isolé ou de plusieurs est aussi impossible. Gardes d'assaut, gardes nationaux, carabineros se concentrent rapidement, par centaines, avec des mitrailleuses, des crapouillots et de l'aviation si c'est nécessaire.

Jusqu'où ira cette offensive ? Je n'en sais rien. Mais il est grand temps de la démasquer, de se guérir d'un optimisme systématique qu'alimentent surtout ceux qui ne voient pas les choses de près. Il est temps de réagir sur le plan international. Le but de l'alliance gouvernementale et des gens de droite qui sont aux côtés du gouvernement est de détruire les collectivités. Je vous ai dit le chemin qu'ils ont parcouru. Je vous dis maintenant que vous devez les défendre sans perdre une minute.

Robert LEFRANC.

## L'OFFENSIVE contre les COLLECTIVITÉS D'ARAGON

Je vais surtout, dans cet article, me rapporter aux collectivités d'Aragon, parce que je vis avec elles, depuis plusieurs mois et parce qu'elles peuvent, à juste titre, être considérées comme le mouvement d'ensemble le plus complet que la révolution espagnole présente au point de vue socialisation.

Mais ce que je raconterai peut s'appliquer à toutes les collectivités, à toutes les constructions révolutionnaires de l'Andalousie ou de la Castille, de la Catalogne et du Levant, de l'Aragon et du peu d'Estremadure qui nous reste. Cela a été la politique de tous les partis et de toutes les fractions politiques sans exception, et s'il en est qui, menacés d'ostracisme ou d'anéantissement, s'inclinent en ce moment vers nous, ils n'en ont pas moins agi de même quand ils étaient au pouvoir.

### CONDITIONS D'AMBIANCE

Si la socialisation libertaire a pu être poussée si rapidement et si à fond en Aragon, c'est grâce à un concours de circonstances qu'on ne peut pas ignorer. Il y a d'abord un phénomène de psychologie. L'Aragonais est avant tout un homme, une individualité, souvent rude dans son aspect extérieur, profondément bon en lui-même. C'est à juste titre qu'il a la renommée d'être, parmi les différentes divisions ethnologiques d'Espagne, le plus noble de tous. Il n'aime pas être commandé, faisant son travail, accomplissant sa tâche par conscience, par sentiment du devoir.

Cette caractéristique favorise l'application de nos principes. Au point de vue économique, le misère séculaire des paysans d'Aragon, l'étendue de la grande propriété devaient favoriser les réalisations égalitaires. L'intervention de nos camarades canalisait cette double tendance.

### LES COLLECTIVITES

Et l'Aragon libre du fascisme se couvrit de collectivités. On y pratiqua, dès les premiers moments, les principes du communisme libertaire. Tous les statuts ou règlements adoptés dans les assemblées consistaient, soit la suppression de l'argent et

la distribution de vivres et de vêtements selon le besoin des familles, soit le salaire familial, gradué selon le nombre de composants de chaque foyer. Cette norme caractérisait l'œuvre sociale de toutes les collectivités d'Espagne. Alors qu'en Russie, après vingt ans de révolution, le bolchevisme en est encore à une échelle fantastique de salaires, allant de 150 à dix mille roubles par mois, en Aragon, et partout où les collectivités agraires se sont constituées, la plus parfaite égalité économique, de moyens sanitaires et de possibilité d'instruction a été instaurée en quelques mois.

On ne trouvera pas dans l'histoire d'autre exemple d'une révolution qui ait tant fait en si peu de temps. Mais ce n'est pas seulement dans les réalisations d'éthique sociale qu'il faut analyser l'œuvre des collectivités d'Aragon. C'est aussi dans leur organisation pratique.

Les meilleurs sociologues de l'anarchisme ou de n'importe quelle tendance du socialisme, y compris le syndicalisme, n'auraient pas fait mieux.

Le travail est partout organisé sur la base d'équipes fixes, généralement de caractère technique. Laboureurs, horticulteurs, pâtres, hommes spécialisés dans les travaux moins pénibles (les plus vieux, les moins robustes), sont divisés en groupes dont chacun nomme un délégué, et la réunion des délégués, d'accord avec le conseiller local d'agriculture et celui de l'élevage, oriente tout le travail.

En plus de ces deux conseillers, il y a généralement celui du ravitaillement, de l'instruction publique, de l'hygiène et des moyens de transport. Presque toujours ils travaillent. Leur élection a lieu dans l'assemblée du village, le fonctionnement de la collectivité est, de ce fait, pleinement démocratique, profondément libertaire.

Mais les villages sont à leur tour unis entre eux, par canton, et ils pratiquent, au sein de l'organisation cantonale, l'entraide la plus belle. Les plus riches aident les plus pauvres, en leur donnant de la terre, des produits ou des marchandises obtenus par l'échange au moyen du Comité

té de canton. Et par-dessus les cantons, on a constitué la Fédération des collectivités dont le but est de coordonner la production, la solidarité, l'échange entre tous les cantons.

### L'OFFENSIVE POLITIQUE

Cette activité ne pouvait être vue d'un bon œil par ceux qui, dans la structure économique du capitalisme ou dans celle des partis et de l'Etat, vivent du privilège et entendent demeurer des privilégiés.

Le gouvernement central ne peut pas, dans les premiers temps, intervenir. Les fascistes lui donnaient trop de travail, et tous ses ressorts de domination étaient brisés. Mais il se reconstitua lentement, sans hésitation.

Son plus puissant instrument fut d'abord l'U. G. T. Conservateurs, républicains de gauche, réformistes, communistes, fascistes en puissance s'opposèrent de plus en plus à cette avancée égalitaire. Il était difficile de résoudre le problème par une extermination. Les bourgeois, les aspirants à de nouveaux privilèges en profitèrent.

Puis, en décembre 1936, l'ordre d'organiser des conseils municipaux fut lancé. Cela pouvait paraître sans importance, mais toutes les initiatives de nos adversaires ont une valeur qu'il est insensé de dédaigner. On le vit bien. Le gouvernement s'arrangea pour, de plus en plus, asséoir sa domination politique. Il exerça sur le Conseil d'Aragon une pression grandissante, jusqu'à arriver à en faire non seulement un collaborateur, mais encore un instrument souvent retifié, qui à la longue devait se soumettre ou se démettre. Les conseils municipaux furent déclarés organes représentatifs du gouvernement, ce qui les plaçait au-dessus des collectivités et en faisait l'autorité suprême de chaque village.

Il y avait, partout, des forces chargées d'exercer la surveillance sur les agissements des contre-révolutionnaires. Ces forces, qui répondaient au Conseil d'Aragon, protégeaient, plus ou moins bien, l'organisation sociale naissante. Le gouvernement décida de s'en emparer.

Sous prétexte de bien les organiser, on en fit aller, par petits paquets, dans le Levant. De là, on les envoyait sur le front de Madrid, où elles disparaissaient. Le gouvernement étendit de plus en plus son influence, et le moment arriva où, dégoutés des pièges continuels qui leur étaient tendus et du rôle qu'on leur faisait jouer, la plupart de nos camarades se retirèrent de cette organisation clairement destinée à agir contre les collectivités.



# La F.A.I. se "normalise"

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Quoi qu'il en soit, c'est de Catalogne, c'est-à-dire de la région où la prééminence de l'esprit anarchiste ne peut être contestée que devant partir l'offensive réactionnaire. Par Barcelone on aurait Valence et tout le reste.

Avec une astuce consommée les stalinien, forts de leurs appuis extérieurs, forts des secours en hommes et en matériel qu'apportait Moscou à la cause gouvernementale espagnole identifiée à la cause populaire, forts du sentiment de reconnaissance qui ne pouvait manquer de naître au cœur des foules, les stalinien entreprennent méthodiquement de déprécier et de saboter l'œuvre des anarchistes tant à l'arrière qu'au front. En même temps ils aggloméraient contre les anarchistes tous ceux qui avaient une raison de s'en plaindre ou de les redouter : bureaucrates soucieux de leurs prérogatives, mercantils et petits propriétaires ou artisans préoccupés de leur réintégration dans l'ordre de la propriété, de l'exploitation et du profit, fascistes notoires habilement camouflés, tourbe des claques-patins et gens du milieu en mal de position sociale, bref tout un amalgame d'individus sans qualification sociale bien franchisée mais qu'animait une commune haine de la révolution populaire et des anarchistes. Cet amalgame hétéroclite, auquel il faut joindre quelques milliers d'ouvriers de l'U.G.T. circonvenus, encadrés par des techniciens, protégés aux lisières par la Guépéou et les hommes de choc conduits par des stratèges sortis des écoles du Komintern, atteignait bientôt des effectifs capables de le disputer en nombre, — selon des affirmations non contrôlées, — à ceux de la C.N.T. Et dès lors que celle-ci, toute occupée à son travail constructif ne faisait que précher l'union, pratiquait la politique de la main tendue, voire celle de l'effacement stalinien, nous voulons dire le P.S.U.C. avait beau jeu pour développer son action. Après s'être fait la main contre le P.O.U.M. et enregistré à cette occasion la faiblesse extrême de la réaction de la C.N.T. et de la F.A.I., il fit valoir des prétentions plus hautes. Croyant son heure venue en mai de cette année, il tenta le grand coup. D'ailleurs, la conjoncture diplomatique et les ordres impératifs de Moscou ne lui permettaient plus de loucher, d'agir par en dessous. Il importait de culbuter la F.A.I. et de porter à la C.N.T. un coup dont elle ne se relèverait pas. Les journaux de Front populaire avaient déjà aisément leurs plus belles plumes pour rédiger l'éloge funèbre de la F.A.I. L'œuvre en particulier qui est le journal radical de l'ambassade russe à Paris devait se signaler en la circonstance par un zèle laudatif à l'adresse des communistes « hommes d'ordre » triomphant de l'« hydre de l'anarchie », dont le caractère prophétique et symbolique ne devait pas trouver confirmation dans la réalité du lendemain. Il est de fait que les « succès » de Barcelone eussent pu tourner

au plus mal pour leurs instigateurs communistes...

On connaît la suite. La capitulation de commande — c'est un sacrifice que Durruti n'avait certainement pas prévu, une concession qu'il n'aurait certainement pas voulue — eut pour effet de permettre aux stalinien de se déchaîner sans mesure, de dominer la situation jusqu'à Valence. Ils la dominent encore. Et s'il nous fallait ici dénombrer leurs exactions, les décrire, tout le journal n'y suffirait pas. Aussi bien les lecteurs du « Libertaire » savent-ils à quel s'en tenir après les relations d'événements qui leur ont été rapportées dans ces colonnes. Beaucoup d'entre eux ont désespéré. Beaucoup d'entre eux ont dû dire : « nous ne comprenons plus ! » Eh ! bien, il faut s'efforcer de comprendre et ne pas désespérer. Les événements se chargeront avant peu, ils s'en chargent déjà de prouver, en Espagne comme ailleurs, la stérilité, la nocivité du stalinisme. Mais en Espagne, la F.A.I., la C.N.T. et la partie saine de l'U.G.T. bien que durement éprouvées sur le terrain spécifique légal et étatique, sont demeurées des puissances de premier ordre sur le terrain économique. Le stalinisme se brisera les dents et les griffes à les en vouloir déloger. Or, qui tient bon sur l'économie n'est pas loin de tenir l'Etat à discrétion. Et si la F.A.I. s'est rendu compte qu'elle prêtait le flanc aux attaques communistes en raison de la dualité qui était en elle : d'une part, son adhésion, non pas seulement tacite mais effective, à la légalité gouvernementale, aux normes étatiques, et d'autre part, son action directe, révolutionnaire, incontrôlable, — si elle s'est rendu compte qu'elle était pourchassée dans ses éléments « incontrôlables » et dans son action révolutionnaire en rupture forcée avec la légalité préexistante, qu'il y avait là tout au moins un prétexte adroit pour lui porter des coups de traîtrise, et si, en connaissance de cause elle rectifie sa position et s'arme elle-même de la légalité d'hier pour en arriver plus sûrement à la légalité de demain, elle devient invulnérable. Du moins ses adversaires devront-ils modifier leur tactique, choisir de nouveaux prétextes, et leur embarras sera grand.

L'apogée du stalinisme en Espagne est désormais dépassé. Il est au déclin. Il aura marqué son ascension par un surcroît de misères et de deuils dont les anarchistes n'auront pas été les seuls à souffrir. Il aura mis en péril la cause du peuple espagnol. C'est une leçon qui ne sera pas perdue. Elle vaudra pour la classe ouvrière de tous les pays.

RHILLON.

## UN DOCUMENT IMPORTANT

La semaine prochaine nous commencerons la publication d'un document d'une importance capitale : « LA NOUVELLE STRUCTURE ORGANIQUE DE LA F.A.I. »

## NOTRE LIBRAIRIE

### BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Douze preuves de l'existence de Dieu, par S. Faure.  
Evolution et Révolution, par Elisee Reclus.  
Aux jeunes gens, par Pierre Kropotkine.  
Entre paysans, par E. Malatesta.  
Immoralité du mariage, par René Chaughli.  
La Morale anarchiste, par Pierre Kropotkine.  
L'Amour libre, par Madeleine Vernet.  
L'Anarchie, par Elisee Reclus.  
Le droit d'ignorer l'Etat, par H. Spencer.  
L'A. B. C. du Libertaire, par Jules Lermina.  
Malhus et l'Anarchisme, par C. L. Janes.  
Les crimes de Dieu, par Sébastien Faure.  
Les endormeurs, par Michel Bakounine.  
L'Education de demain, par C. A. Laisant.  
Propos subversifs, par Raoul Odin.  
La Peste religieuse, par Jean Most.  
La Loi et l'Autorité, par Kropotkine.  
Communisme et Anarchie, par Kropotkine.  
A mon frère le paysan, par Elisee Reclus.  
La Rhétorique du peuple, par Raoul Odin.  
Le droit à la Parole, par Paul Lafargue.  
A bas les morts, par Girault (suivi de Le Culte de la charogne).  
Les Capitalismes en Guerre, De Briej à la Ruhr, par Rhillon.  
L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine.  
Pages d'histoires socialistes, par W. Tcherkessoff.  
L'action anarchiste dans la Révolution, par P. Kropotkine.  
Les Incendiaires, par Eugène Vermesch.  
L'anarchie et l'Eglise, par Elisee Reclus.  
L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Kropotkine.  
Ce que veulent les Anarchistes, par G. Thonard.  
A bas les chefs, par J. Dejaques.  
Les Trois Complices, par René Chaughli.  
Réponses aux paroles d'une croyante, par S. Faure.  
Les propos subversifs de Sébastien Faure : La Fausse Rédemption, La Dictature de la Bourgeoisie, La Pourriture parlementaire, Leur Patrie, La Morale officielle... et l'Autre, La Femme, L'Enfant, Les Familles nombreuses, Les Métiers Haissables, Les forces de la Révolution, Le Chambardement, La véritable Rédemption, chaque brochure 0 fr. 60.  
Le Mariage, le Divorce et l'Union libre, par J. Marestan.  
Parmi nos Pionniers, 26 portraits, 26 pensées, par Albin.  
La Question Sociale, position de la question, par S. Faure.  
Centralisme et Fédéralisme, par un groupe de syndicalistes.  
Elisee Reclus, par Han Ryner.  
La Femme Esclave, par René Chaughli, suivi de Dépopulation et Civilisation, par la doctresse M. Pelletier.  
Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine.  
Le Travail-Argent, par Rhillon.  
Le Salarial, par Kropotkine (suivi de A Mon Frère le Paysan, par Elisee Reclus).  
Anarchisme et Coopération, par Georges Bastier.  
La Liberté individuelle, par Edouard Rothen.  
Les Prisons, par Pierre Kropotkine.  
Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Griefuels.  
Francisco Ferrer, Anarchiste.  
Propos d'Educateurs, par Sébastien Faure.  
La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure.  
L'Orateur Populaire, les sources de l'élo-

quence, on devient orateur, conseils aux jeunes, par Sébastien Faure.

L'Anarchie dans l'Evolution Socialiste, par P. Kropotkine.  
L'Organisation de la vindicte appelée Justice, par P. Kropotkine.

### BROCHURES DIVERSES

Pourquoi je ne crois plus en Dieu, par E. Chapelier (1.20).  
L'Etat, son rôle historique, par Pierre Kropotkine (1.20).  
L'Anarchie, par Errico Malatesta (1.20).  
Les secrets des Jésuites (Monita Secreta), précédés d'une étude sur l'organisation actuelle de la compagnie de Jésus, par André Lorulot (prix, 2 fr.).  
L'Homme et la Divinité, conférence contradictoire par Benito Mussolini (prix, 2 fr.).  
Une victime des Jésuites : Francisco Ferrer (son œuvre, son procès), par André Lorulot (prix, 1 fr. 25).  
L'Homme ne vient pas de Dieu, mais du singe, par E. Haeckel (prix, 1 fr. 50).  
Poésies contre Dieu (notice de M. Dommanget), par Sylvain Marechal (prix, 1 fr.).

### BIBLIOGRAPHIE SUR L'ESPAGNE

DURRUTI (biographie) une brochure illustrée ..... 1 50  
MAJORQUE SOUS LA TERREUR FASCISTE (4 mois de barbarie), une brochure ..... 1 50  
POSITION DE LA F.A.I. (documents) ..... 0 60  
LA C.N.T. LE GOUVERNEMENT ET L'ETAT (documents) ..... 0 60  
LA REVOLUTION ESPAGNOLE ET L'IMPERIALISME, par Jean Bernier ..... 1  
LA C.N.T. ET LES EVENEMENTS DES 3, 4, 5 ET 6 MAI, une forte plaquette ..... 5  
CEUX DE BARCELONE, par H.-E. Kaminsky, un fort volume ..... 18  
SUPERBE ALBUM D'AQUARELLES de SIM (édition C.N.T., F.A.I.)  
Prix : 10 francs, franco : 13 fr. 50.

ALBUMS DE PHOTOGRAPHIES  
19 JUILLET 1936, 120 photos. La guerre civile. La reconstruction sociale ..... 5  
MADRID SOUS LES BOMBES, très bel album ..... 10  
En vente au « Libertaire »  
Chèque postal : André Scheck Paris 487-78

PRENDRE BONNE NOTE QU'AUJOUR ENVOI NE PEUT ETRE FAIT S'IL N'EST ACCOMPAGNE DU MONTANT DE LA COMMANDE MAJORE DE 40 %, POUR FRAIS D'ENVOI.

ENVOI RECOMMANDE 0 fr. 80 EN PLUS.

AUCUN ENVOI N'EST FAIT CONTRE REMBOURSEMENT.

## MALGRÉ LE FRONT POPULAIRE

### L'impérialisme français accentue la répression en Indochine

Tao, Ta-thu-Thau et Ninh, militants connus et aimés des masses indochinoises viennent d'être condamnés, les premiers à 2 ans, le troisième à 5 ans de prison.

Telle est la brutale nouvelle qui nous parvient d'Indochine. En même temps, des mesures draconniennes frappent les journaux démocratiques. Le « Duoc Nha Nam », organe réformiste indigène, interdit ; les gérants de « La Lutte » et de « L'Avant-Garde », arrêtés.

L'impérialisme français, les magnats de la Banque d'Indochine, les gros planteurs font donner leur appareil répressif, inexorablement.

#### L'IMPERIALISME A PRIS PEUR

A un moment où la bourgeoisie, en France, pousse son offensive contre les conquêtes du prolétariat français, le but de cette répression s'avère évidente. Le prolétariat indochinois suivi de certaines couches paysannes, « coupable » d'appuyer, l'année dernière, leurs revendications sociales, politiques et syndicales par un mouvement de grèves, généralisé à la presque totalité des corporations, doit être maté. Ces vagues de grèves se prolongent aujourd'hui encore par la grève générale de 10.000 cheminots du Transindochinois et par l'action persévérante de l'ensemble du prolétariat et des masses laborieuses voulant réaliser l'organisation de leurs syndicats et de leurs comités d'initiative.

Et voilà pourquoi, l'impérialisme entend décapiter ce mouvement démocratique et prolétarien en jetant en prison leurs militants les plus écoutés et en interdisant leurs organes de presse.

Cette répression se poursuit d'autant plus systématiquement que ces militants et ces journaux menacent de jeter une note discordante dans le concert de l'Union sacrée.

Le but est double : la paix sociale dans tout l'Empire pour la prochaine guerre.

Il est temps de lancer le S.O.S. : il est temps d'empêcher que les masses indochinoises qui osent se dresser contre cette répression soient noyées dans le sang comme en 1930-31.

Il faut arrêter les bras des responsables. Du temps de Tardieu-Chautemps, l'Indochine révolutionnaire connaissait les massacres et les bombardements. Avec les gouvernements de Front populaire de Blum-Chautemps, elle est toujours privée de libertés et ses militants reprennent le chemin des bagnes.

Brevité et Pages sont les hommes du ministère Chautemps-Moutet. Appuyés par le parti communiste qui ne voit aucun inconvénient à la collaboration avec le régime de Saigon, ils ont réussi à condamner Phin et Tien du groupe « Le Travail » de Hanoi et interdire une série de douze journaux annamites.

IL NE FAUT PLUS QUE CES COUPS DE FORCE SE PERPETUENT !

Camarades socialistes, communistes, anarchistes, élevez votre protestation énergique.

Pendant que les directions des organisations officielles collaborent à cette répression, vos frères indochinois de lutte et de misère ont le droit de compter sur vous.

Ensemble, dans vos manifestations, exigez la libération immédiate de Tao, Ta-thu-Thau, Ninh et tous les militants condamnés et arrêtés.

Le Groupe Quan-Chung.

## AUX ANCIENS MILICIENS LIBERTAIRES

SAMEDI 14 AOÛT, à 10 heures du matin  
« Aux Deux Hémisphères » (angle  
Fg Saint-Martin et rue du Château-d'Eau)

### ASSEMBLEE GENERALE

Ordre du jour :  
1° Approbation des statuts ;  
2° Nomination du Comité Exécutif.  
3° Travail pratique.  
4° Divers.

La première réunion tenue samedi 7 a groupé une bonne vingtaine d'anciens miliciens qui jeteront les bases de l'organisation et traceront un plan de travail.

De nombreux camarades, membres de l'U.A. et de la J.A.C. étaient absents. Nous demandons à tous d'être présents à cette assemblée.

L'œuvre que nous entreprenons nécessitera beaucoup d'efforts et de persévérance.

Le milieu des anciens miliciens nous est actuellement des plus favorables. Il faut donc mener notre propagande avec énergie.

L'A.G. de samedi aura une grosse importance, des décisions pratiques seront prises, le travail sera distribué.

Il faut, par conséquent, pouvoir compter sur tous les militants pour donner à notre mouvement l'ampleur à laquelle il a droit.

D'autre part, nous demandons aux groupes et fédérations U.A. et J.A.C. de faire le maximum d'efforts pour nous aider dans notre tâche, notamment en faisant bon accueil aux listes de souscription qui leur seront adressées sous peu et dont le produit permettra d'aider les plus nécessiteux en même temps que de conquérir tous ceux que les expériences d'Espagne ont fait rejoindre le mouvement libertaire.

Le Comité provisoire.

## Vendredi 13 Août

LIMEIL-BRECVANNES, à 20 h. 30, salle du Lapin Sauté

GRANDE REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

Où va le Front populaire

ORATEURS : FREMONT, RINGEAS

Vendredi 20 Août

L'HAY-LES-ROSES, à 20 h. 30, salle de la Maison Commune, 49, rue de Villoujuf.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

Ge que sont, ce que veulent les anarchistes

ORATEURS : FREMONT, RINGEAS

Samedi 21 Août

AULNAY-SOUS-BOIS, à 21 heures, café de la Tour d'Auvergne, 10, rue Jules-Simon.

CAUSERIE CONTRADICTOIRE

Les anarchistes et le cas de conscience, l'action directe

ORATEUR : SAIL MOHAMED

## Jeunesse Anarchiste Communiste

### Après la réorganisation de la F. I. J. L.

Nous apprenons par le bulletin d'information de la F.I.J.L. que les délégués des 340.000 jeunes révolutionnaires adhérents à la F.I.J.L. se sont réunis pour mettre au point la réorganisation de la Fédération.

Les jeunes anarchistes de ce pays rappellent avec émotion l'effort héroïque fourni par nos camarades d'Espagne sur tous les fronts, aux barricades des premiers jours de la Révolution, par toute l'Espagne dans les milices ouvrières, à l'arrière pour la gestion économique du pays, et enfin la lutte pour une organisation forte, puisée vieille de quelques années à peine la F.I.J.L. groupe 340.000 adhérents, chiffre jamais atteint par aucune organisation révolutionnaire de jeunes, ni en Espagne ni ailleurs.

On connaît le rôle important joué par nos amis dans les récents événements contre toutes les menées de la réaction.

Les révolutionnaires sont dans la bonne voie puisque le succès en nombre couronne leur inlassable propagande.

La jeunesse anarchiste de France salue la F.I.J.L. dont le chiffre de 340.000 est une réponse suffisante aux insinuations de ceux qui veulent présenter nos amis comme des troubles irresponsables de l'antifascisme espagnol.

Elle les assure de sa solidarité dans la lutte révolutionnaire, sur tous les fronts.

JAC.

## La BALADE de la J.A.C.

La Région Parisienne de la J.A.C. organise, le 15 août, une balade en autocar dans la Vallée de Chevreuse au prix de 14 francs par place.

Départ de la Place de la République (rendez-vous au métro, côté statue), dimanche 15 août, à 8 heures. Retour à Paris vers 21 heures. Les copains sont priés d'apporter leur repas pour la journée. Invitation cordiale aux camarades de l'U.A.

### La préparation militaire

Nos modernes folliculaires se sont fixé la tâche ingrate de faire renaitre Athènes. Leurs yeux délicats ne sauraient voir les malformations de la nature. Foin des genoux cagneux, des ventres bedonnants ! Arrière les bancals, les torseurs ! L'ère du beau va s'ouvrir ! « Aux grimauds de l'« Insurgé », tous pleurent sur l'infortunée jeunesse, pour finalement tomber d'accord, les larons en foire, sur une revendication immédiate.

Education physique obligatoire.

Cette jeunesse qui fait tant de ravages dans leur cœur sensible, à quoi veulent-ils la préparer ?

Nous savons quel est le but des fascistes. Nous connaissons leur point de vue tout particulier sur la liberté et le bonheur des jeunes.

Quant aux communistes, il y a longtemps que l'abime qui les séparait des fascistes a été comblé par un chiffon de papier : le pacte franco-soviétique. Toute leur politique découle logiquement de cet accord militaire. Nous l'avons maintes fois expliqué.

Mais laissons le fond et voyons la forme.

Revenons à l'éducation physique que la J. C. réclame.

Le projet de loi se compose de deux parties distinctes.

Education physique, de 6 à 18 ans et préparation militaire de 18 à 20 ans.

J'ai sous les yeux un livre intitulé : « La méthode française d'éducation physique, manuel pratique, établi conformément aux règlements en vigueur », c'est-à-dire la méthode officielle, de l'école de Joinville, qui, demain, sera appliquée aux élèves.

La préface de ce livre n'est qu'un réquisitoire patriotique et chauvin contre l'Allemagne. Une arme sur l'hérissement de nos braves soldats qui hurleront la route au barbarisme teuton, etc.

Une page sur Déroulède signée Henry Paté, député. Ce qui n'est pas une excuse ; mais tout au plus une raison.

Après quelques vagues considérations sur l'héroïsme des Spartiates, nous entrons dans le vif du sujet.

Le premier chapitre nous initie aux beautés du rassemblement, du demi-jour réglementaire et du garde-à-vous.

Notons, en passant, « que la marche est un mode de locomotion, s'exécutant par une suite de chutes en avant, nommées pas ». C'est toujours bon à savoir.

La course, mode de locomotion plus rapide que la marche... Sport préféré de nos élus : Paris-Bordeaux à la vitesse d'une diarrhée à l'heure.

Le lancement — je vous fais grâce du jargon militaire, — se divise en :  
Lancement de la grenade debout ;  
Lancement de la grenade à genoux et lancement de la grenade couché.

Sans commentaires. Passons.

Nous arrivons à un chapitre qui tient une grande place. L'éducation sensuelle. Elle comprend divers exercices : l'inspection, la silhouette, désignation d'un repère et d'un objectif, l'observateur, la sentinelle de jour, de nuit, lancer à distance donnée, appréciation des distances, etc. Tous ces exercices sont classés et catalogués comme sport pur. En réalité, ce ne sont que des préliminaires à la préparation militaire.

Actuellement, il existe plusieurs sociétés de préparation militaire, mais elles sont facultatives. Leur clientèle est surtout constituée par des jeunes gens qui font de la déficience mentale.

Si la loi qui nous occupe est votée, la préparation militaire sera obligatoire. Et les moniteurs seront les officiers de l'armée.

Parmi toutes les canailles, qui soutiennent ou vivent du régime actuel, s'il est une catégorie particulièrement exécrable, c'est bien celle des « gueules de vaches » ainsi que l'« Humanité » qualifiait les gradés, il n'y a pas encore si longtemps.

Qui y a-t-il de plus odieux que ces individus ? Tous ceux qui les ont subis se souviennent de ces affreux roquets qui, toute gueule dehors, aboient des injures qui veulent être des ordres. Leur morgue, leur arrogance, n'ont d'égaux que leur bassesse et leur servilité.

Dignes représentants de la bêtise, ils ne prennent la peine de réfléchir que pour se rendre plus odieux. Le régime militaire est une infâme. Non contents de les appliquer dans toute sa rigoureuse inévitabilité, ils s'ingénient à le tourner afin de torturer plus savamment leurs victimes.

Du haut de leur ignorance crasse, ils méprisent tout le monde. Entre une bordée dans les lu-

pinars et un motif « maison », ils se racontent volontiers les lignes plaisanteries de corps de garde, plaisanteries qui, par leur bêtise séculaire, est au niveau de leur intellect.

Et c'est à ces individus que, demain, la jeunesse sera confiée. Abrutie par douze ans d'éducation physique (sic), elle devra encore subir pendant quatre ans la tutelle de ces fourbes et de ces hypocrites. On est en droit de se demander avec angoisse, que sera cette jeunesse déformée par seize ans de militarisme. Il est probable que la liberté ne se présentera à elle que comme un vague souvenir. Le régime, alors, n'aura rien à envier à celui de l'Allemagne ou de l'Italie. Comment nos nationaux-communistes osent-ils encore parler de liberté ? Eux qui réclament le vote de cette loi !

Sans remords, ils vendent sur l'ordre de Staline la jeunesse française à l'état-major. Se laisser-elle faire ? L'avenir le dira.

Quant à nous, nous sommes résolus à tout pour l'en empêcher.

GRANGER.

## CONVOCATIONS

C. A. de la J.A.C. — Réunion de la C.A., mercredi 18 août, à 21 heures, au local du « Libertaire »

II<sup>e</sup>, III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup>. — Réunion, jeudi 19 août, à 21 h., 44, rue des Archives.

X<sup>e</sup>. — Le groupe est constitué, un communiqué paraîtra dans le prochain « Lib. »

XI<sup>e</sup>. — Réunion tous les 15 jours à partir du jeudi 19 août, 38, rue de la Roquette.

XII<sup>e</sup>. — Réunion tous les 15 jours à partir du mercredi 25 août, 219, Faubourg-Saint-Antoine.

XIII<sup>e</sup>. — Tous les mardis, 22, rue des Gobelins, à 20 h. 30.

XIV<sup>e</sup>. — Tous les mercredis, à 21 heures, café Papillon, 36, rue de Vanves.

XV<sup>e</sup>. — Tous les vendredis à 21 h., 117, rue Saint-Charles, chez Orel.

XVI<sup>e</sup>. — Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 heures, chez Cuvillier, 50, avenue des Moulinaux, Billancourt.

XVII<sup>e</sup>. — Tous les jeudis à 20 h. 30, rue des Appentins.

XVIII<sup>e</sup>. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au Sans Souci, 100, rue Ordener.

XIX<sup>e</sup>. — Réunion mardi 17 août, à 21 h., salle Quelenec, 70, rue de Flandre.

XX<sup>e</sup>. — Tous les mercredis, à 21 heures, chez Lejeune, 67, rue de Ménilmontant.

Etudiants et Lycéens libertaires. — Permanence tous les samedis au « Lib »

Aubervilliers. — Tous les jeudis à 20 h. 30, chez Goubert, rue des Postes.

Aulnay-sous-Bois. — Tous les vendredis à 20 heures 30, salle Delrieu, 10, rue Jules-Simon (angle de la rue d'Amiens).

Bagneux. — Réunion tous les vendredis, 20 h. 30, au 18, rue de la Lisette. Appel à tous les révolutionnaires.

Bicêtre. — Tous les mardis, à 20 h. 30, salle Leq, 50, avenue du Fontainebleau.

Bobigny. — Tous les samedis, à 20 h. 30, salle Duval, place Carnot.

La Courneuve. — Tous les mardis, salle de la Renaissance, 107, route de Flandre à 21 h.

Clichy. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 32, rue de Paris.

Colombes. — Permanence du groupe J. A. C. tous les samedis après-midi, 5, villa Kreissler (rue de la Reine-Henriette), au « Groupe d'Etudes Sociales »

Gennevilliers. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 90, rue Saint-Denis.

Levallois-Perret. — Tous les samedis, à 21 h., 69, rue Marius-Aufan, au café.

Livry-Gargan. — Tous les 1<sup>er</sup> vendredis du mois, 44, allée Montgolfier (Gargan).

Et tous les 3<sup>e</sup> vendredis, salle des réunions de la mairie.

Montgeron, Yerres, Brunoy. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> samedis du mois, à 21 heures, chez Accouturier, rue Boileau, à Yerres.

Montgeron, Yerres, Brunoy. — Tous les premiers et troisièmes samedis du mois, à 21 h., salle Parthonnaud (Relai Forestier), au coin de l'avenue Pasteur et de la route Nationale.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h 30, salle de la Coopér, rue de l'Eglise, 11.



## PARIS-BANLIEUE

## A TOUS LES CORRESPONDANTS

Nous rappelons à nos correspondants que les communications pour les rubriques « Voix de banlieue et de province » doivent parvenir avant le lundi midi aux bureaux du Lib. Les copies doivent, chaque fois qu'il est possible, être visées des groupes. Elles doivent être écrites à l'encre, d'un seul côté de la feuille et, autant que possible, ne pas dépasser trente lignes.

## COLOMBES

## MENSONGES D'UN DON QUICHOTTE

La C. E. démissionnaire du comité des chômeurs ayant distribué un tract : « Encore des élections ! Pour quoi ? ? ? » n'a pas eu le don de plaisir à certain larbin de la politique.

Aussi, lisons-nous dans un journal à sa dévotion paru le 22 juillet, un article tissé de mensonges.

Il ment effrontément lorsqu'il dit que nous nous sommes imposés à la suite des vacances produites à la C. E. effectuées par des camarades avant ou la chance de rentrer dans la production.

Eclairons la lanterne de ce fiéfié menteur, qu'il n'ignore pas que dans un vote précédent fait dans les mêmes conditions que celui-ci, dans une assemblée, à une question que j'avais posée à Carlinière, délégué du secteur, celui-ci proposa qu'aux vacances produites, on les remplacerait automatiquement par les candidats ayant obtenu le plus de voix suivant la nomination des 19 membres. C'est pourquoi plusieurs d'entre nous entrèrent logiquement dans la C. E.

En plus des responsables, tels un secrétaire et un trésorier qui par leur attitude inqualifiable, furent retirés de leurs fonctions et remplacés par d'autres élus de la C. E.

Ces retraites valables furent votées à l'unanimité aux réunions de la C. E. même par ceux qui lui conviennent. Ces deux cellulards pas plus que les châtouilleux de la caisse n'appartiennent à notre minorité.

Mais les remplaçants à la C. E. ainsi qu'aux postes de responsables n'étaient pas là, malheureusement, pour suivre les directives données par ailleurs. Ils avaient des yeux pour voir, des oreilles pour entendre et surtout une voix pour clamer la vérité. Cela gênait les nœuds nœcs et surtout ce directeur et l'herbe.

Toutefois, un conseil à ce machiavélique : qu'il se contente dès ce jour, de la maigre allocation des sans-travailleurs, en laissant ainsi sa place à d'autres.

D. O., membre démissionnaire de la C. E.

## STAINS

Les camarades syndicalistes qui voudraient créer un cercle d'étude et de défense syndicaliste l'ait de classe, sont invités à se mettre en rapport avec le camarade Rose, vendeur du Libertaire, le samedi matin, au marché de la mairie.

## VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

## CATASTROPHE ET... MODESTIE

Depuis le triste accident de chemin de fer du 29 juillet, dû à l'incurie criminelle du capitalisme, les nœcs se livrent à une publicité effrénée et vont même jusqu'à prétendre que c'est grâce à leur promptitude que le désastre a pu être limité. Pendant que vous y êtes, messieurs les conseillers municipaux, pourquoi ne tiendriez-vous pas vos séances sur la voie ferrée ? Ça éviterait bien des accidents !

Comme, personne n'y pensait, ils se sont adressés aux mêmes des folichonnes, Charlie bien prononcé. Nous permettrons de leur faire humblement remarquer que des militants anarchistes ont également participé au sauvetage ? Qu'est-ce que nous attendons pour en tirer des conclusions sur la supériorité de la doctrine de Bakounine !

Mais ce n'est pas tout. Dans un article de leur journal « Travail », les nœcs laissent percer le bout de l'oreille. Le rédacteur nous fait part de l'émotion qu'il a éprouvée en voyant des flics, gendarmes et curés secourir les victimes, et il « renonce au plus profond de lui-même les mauvais souvenirs » de l'époque où son parti était révolutionnaire et anticlérical. Il n'oublie pas, bien entendu, le petit coup de hypocrite contre les actionnaires de la compagnie. Qu'attend-il pour nous dire ce que le lamentable gouvernement Blum-Thorez-Daladier a fait pour déposséder les compagnies de leurs privilèges quasi féodaux ?

Pour les nœcs, toutes les occasions sont bonnes pour placer leur sale camelote d'union sacrée et de réconciliation avec le petit coup de hypocrite contre les actionnaires de la compagnie. Pour nous, anarchistes, les gendarmes seront toujours des vaches, les curés des filous et les policiers des charlatans.

Le groupe.

## VOIX DE PROVINCE

## COMMENTRY

## UN BAGNE

Nous parlerons cette semaine du puits Saint-Etienne de la mine des Fenêtres, car c'est l'endroit qui mérite le plus qu'on parle de lui. Tout le monde sait que le travail de la mine est un métier pénible mais aux Houillères des Fenêtres (Société Châtillon-Commentry-Neuves-Maisons), les ouvriers travaillent dans des conditions vraiment criminelles.

Les mineurs entrent dans la cage pour descendre : et c'est là, dans la douche froide car il pleut comme un jour d'orage. Au niveau 300, c'est noyé, il y a au moins 10 centimètres d'eau par endroits ; à ce régime, au lieu de la retraite, les travailleurs sont plus sûrs d'attraper des rhumatismes.

Au plan 16, ainsi qu'au plan 8, il fait une chaleur suffoquante. Mais cela n'est encore rien ; pour pousser les bœufs il faut se crever car les galeries sont très basses et très étroites, point de ventilation, du charbon et du charbon, la mentalité des chefs est très mauvaise. A ce sujet il y a un jeune loustic d'une trentaine d'années, surnommé Franco, nom qui va d'ailleurs très bien à un traître ; car ce jeune aboyeur faisant les fonctions de chef de poste était en juillet 1936 le plus enragé des meneurs de grève. Il fut donc, c'est étonnant, comme de l'eau de roche, acheté par la direction et versé dans la catégorie des mouchards. Et maintenant, du matin au soir il aboie dans les galeries. Tout cela peut bien durer un certain temps mais il arrive aux chiens méchants de se faire museler et cela pourrait bien lui arriver, car si avant peu cela ne se produit pas, il va devenir enragé. Nous parlons de celui-là, parce que c'est le plus féroce, mais les autres, du plus petit au plus grand, sont bien aussi les dignes valets et gardes-chiourmes du capital.

Camarades mineurs si vous voulez chasser vos tyrans, si vous voulez travailler dans des conditions acceptables pour nourrir votre famille, venez rejoindre le groupe anarchiste qui lutte pour l'affranchissement du prolétariat.

LE PREMIER DEVOIR  
DU MILITANT  
EST DE S'ABONNER  
AU « LIBERTAIRE »

## AIRMARGUES-GRAU-DU-ROI

Jeu 29 juillet, alors que sur la coquette plage du Grau-du-Roi chacun se délassait des dures journées de labeur, soudain on entendit au large à trois milles à peine du fort de l'Espiguette, gronder le canon.

Que se passait-il au juste ? Personne n'osait croire à la réalité, c'était pourtant le torpillage en règle de deux bateaux espagnols par des sous-marins. Un nuage de fumée s'éleva. Les deux cargos fuyaient à toute vapeur pour éviter le tir.

Mais il faut reconstituer dans leur ensemble les événements que la grande presse, y compris celle de gauche, a passés sous silence.

Il faut d'abord savoir que tout le long de la côte foisonnent des centres d'espionnage fasciste. De la sorte les deux cargos furent signalés aux sous-marins qui les prirent en chasse jusqu'au Golfe du Lion. Là quatre sous-marins surgirent simultanément des flots bloquant l'un des navires. Celui-ci voyant le drapeau français arboré sur l'un d'eux était sans méfiance. Cela se passait, précisément, dans les eaux françaises, à plus de cent kilomètres des eaux espagnoles. Suivant la coutume, l'équipage rendait les honneurs au pavillon. C'est à ce moment qu'un des sous-marins, s'approchant à moins de cinquante mètres, ouvrit le feu sur le navire à la mitrailleuse, fauchant les hommes d'équipage. Puis le bateau fut canonné et incendié.

Les hommes avaient dû fuir, se jetant à la mer. Les mitrailleuses les coulaient alors presque à bout portant. Un certain nombre d'entre eux, réfugiés sur un radeau, furent abattus comme à la cible.

Il faut se rappeler que la marine de Franco n'a pas de sous-marins. Alors, à qui appartenait ces unités qui firent une besogne de mort si atroce ? Poser la question c'est y répondre. Ces sous-marins, usant d'une ruse particulièrement odieuse pour tromper la confiance de l'équipage, étaient mussolinis.

La grande presse française, républicaine, est restée muette devant ce forfait exécrable. A signaler aussi qu'il faut aux autorités officielles de longues heures de réflexion pour se décider à secourir les rescapés. Certains — ils n'étaient plus que quatorze, les malheureux — demeurèrent dix-sept heures dans l'eau, allant à la dérive, avant d'être recueillis !

Les premiers secours furent apportés par des pêcheurs du Grau-du-Roi. Il faut dire aussi que le souci de récupérer l'épave joua un rôle plus grand que le sort des hommes.

Les obèses civiles — et non pas religieuses, comme l'a prétendu mensongèrement un canard régional — des assassins du fascisme eurent lieu accompagnées par une nombreuse assistance.

## MARSEILLE

## AVIS A NOS AMIS

C'est par erreur que la causerie sur « Pages d'histoire sur la Révolution russe, ou l'Europe en 1920 » a été annoncée dans le Libertaire de la semaine passée, le 19 juillet ; c'est le jeudi 19 août, à 21 h., au notre siège, 18, rue d'Italie, qu'elle aura lieu.

Le camarade L. Boissin est prié de venir chercher ses trois livres. Voir Pascal tous les jeudis au siège, ou à la Cannebière de 17 h. à 19 h. 30 à la vente du lib. le vendredi.

Jeu 19 août, à 18 h., réunion d'information réservée aux membres du groupe. Tous les copains doivent être présents.

## ST-ETIENNE (Groupe Ascaso-Durruti)

Tous les camarades de Saint-Etienne doivent assister à la grande sortie champêtre que nous organisons le 22 août, au Pont Bayard, près de la Taladière ; prendre les cars à la grande poste de l'avenue Président-Faure ; des flèches indiqueront l'endroit exact du lieu.

Le soir, à l'issue de cette promenade, un camarade de l'Union Anarchiste prendra la parole ; un camarade de la F.A.I. expliquera l'attitude du mouvement espagnol dans les événements actuels.

Aussi il est indispensable que tous les camarades réservent cette journée pour assister à notre sortie fraternelle qui sera remplie de franche camaraderie.

Le groupe.

## SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT

## CHARITE CROIX DE FEU

Il existe à St-Jean-Pied-de-Port (Basses-Pyrénées) une colonie de 600 petits réfugiés espagnols anti-fascistes.

Il existe aussi à St-Jean-Pied-de-Port un député P.-S.-F. notoire, Ybarnegaray et une municipalité P. S. F.

Les prolés du pays portaient autrefois aux enfants espagnols des vivres, des vêtements, voire même de l'argent. Mais les Croix de Feu de la municipalité ont su mettre bon ordre à tout cela.

Craignant que le bénéfice d'une bonne action aille aux ouvriers du pays, ils ont interdit à toute personne ne possédant pas un sauf-conduit d'eux, d'apporter quoi que ce soit aux enfants.

Il était en effet gênant de voir, à chaque arrivée des prolétaires amenant du secours, en saluant du poing, de petits bras se tendant pour répondre, en un salut semblable. Maintenant, comme le sauf-conduit n'est accordé qu'aux P.S.F. et sympathisants, et que ceux-ci se gardent bien de provoquer de tels gestes, tout est rentré dans l'ordre. Les gosses sont moins secourus, évidemment, mais plus de poings tendus, plus d'Internationale, plus de cris révolutionnaires et comme supplément, les P.S.F. s'adjugent le « soutien » ? des enfants en se procurant une belle réclame.

Ah ! ils savent soigner leur publicité, ces braves gens, sans distinction d'opinion, ils répandent le cours d'infamie de leur bonté ! Mais nous ne sommes pas dupes : que leur importe que des gosses aient faim s'ils peuvent se faire un peu de propagande. Il est intolérable que des fascistes prennent « soin » de gosses dont les parents luttent contre le fascisme. Que les représentants français des rebelles pillards et assassins d'Espagne nous rendent ces gosses : ils appartiennent au prolétariat et non au fascisme.

## VILLEURBANNE

## JEUNESSE ANARCHISTE-COMMUNISTE

Aux Brosses, café Coiro, rue Monge, vendredi 13, à 20 h. 30, grande réunion publique et contradictoire sur les 2 ans, le militarisme, la guerre, avec nos camarades Cesbron, de la J.A.C., et Lavorel, de l'U.A.

POUR LA CONSTITUTION  
D'UNE FEDERATION ANARCHISTE  
D'ALGERIE

Un certain nombre de camarades libertaires ont fondé à Alger un groupement qui a pris la dénomination de « Cercle d'études sociales ». Ce Cercle, qui a conservé l'autonomie en raison des diverses tendances qui se sont représentées, s'est donné pour tâche : 1° le débouçage de crânes ; 2° l'éducation sociale du prolétariat ; 3° le développement de l'esprit syndicaliste et révolutionnaire dans la classe ouvrière ; 4° la propagation des idées pacifistes et la lutte contre la guerre.

Son action s'exercera par la tenue d'un lieu de réunion avec permanence, l'organisation de conférences et réunions publiques et la création dans les centres du département d'organismes

## LA VOIX DES CHOMEURS

## LES SALGAUDS

Les malheureux chômeurs ne semblent pas avoir bien compris qu'il n'y a rien à attendre des délégations, des meetings et autres fariboles au cours desquelles leurs « dirigeants » continuent à leur bourrer le crâne comme par le passé en « dirigeant » leur train de revendications sur la voie de garage.

Quand le Parlement fonctionne, on leur dit : « Attendez le départ des Chambres, le Gouvernement, nanti des pleins pouvoirs, réglera tout par décret ». Quand les Chambres sont en vacances, on leur raconte : « Attendez la rentrée parlementaire, on ne peut rien faire avant ! » Dans tous les cas, il faut toujours attendre. Serrez votre ceinture d'un cran, camarades, car la vie est chaque jour plus chère, les petits commerçants, les petits industriels, les petits artisans sont donc dans l'obligation de faire des petites augmentations, eux n'attendent pas ! Je sais bien que depuis longtemps vous attendez. Alors, vous devez en avoir l'habitude, continuez, vous vous habituerez aussi à crever, et quand le dernier d'entre vous aura disparu, votre gouvernement de Front ci-devant populaire pourra annoncer qu'il a réalisé un des points de son programme : la résorption du chômage.

Vos nouveaux dirigeants ne font rien de plus que ce que les ont précédés. En cela ils ressemblent aux locomotives de modèles différents qui suivent la même voie. Elles mettent un temps plus ou moins long pour arriver à destination, sauf déraillement, mais elles parviennent au même but ou déraillent toujours pour les mêmes causes. Il ne s'agit pas de changer les hommes, mais de changer le système.

Mais nous sommes en vacances, car il paraît que, même pour les chômeurs, il y a des vacances, et nos « nouveaux dirigeants » s'en vont moyennant juste et honnête rétribution visiter les centres de vacances des enfants des chômeurs. Auparavant, il ont tenu à faire montre d'autorité et à exercer des représailles contre les comités qui ne se prêtent à aucune grande ou petite manœuvre, quels que soient les « généraux » qui les commandent. C'est ainsi que des demandes d'envoi en vacances transmises par le Comité du 9<sup>e</sup> arrondissement à l'Œuvre nationale du Soutien de l'Enfance et remises par cette organisation à l'Union des Comités de Chômeurs, mais de changer le système.

Les armées de chômeurs en déroute. Nous reviendrons sur ce sujet si cela est nécessaire. Des lors, on comprend l'attachement de ces « chefs » à un Gouvernement qui s'oppose à la suppression des fonds secrets.

Cn aura tout vu, on aura tout subi. Autrefois, nos ancêtres eurent à lutter contre les Goths, les Wisigoths, les Ostrogoths. A présent, il nous faut lutter contre les Salgauds. Nous nous y emploierons !

H. GUEFFROY.

A PROPOS  
DU CONTROLE OUVRIER

Le contrôle ouvrier c'est l'étude immédiate du fonctionnement de tous les rouages de la production et des échanges.

Proletaires de tous les pays ! de tous les métiers, manœuvres, ouvriers, techniciens, n'attendez pas de bons patrons, de bons législateurs, non plus que de nos responsables affairés... l'exercice du Contrôle ouvrier. Formez tout de suite dans vos maisons, chantiers, entreprises et syndicats des comités permanents d'études et d'action qui tous familiariseront avec tous les rouages de la machine sociale et vous tiendront prêts à prendre possession de tout.

Après la Révolution.

Après octobre 1917, les ouvriers triomphants ont été incapables de compléter l'expropriation des expropriateurs. Ils ont forcé Lénine à la N. E. P. et ses remplaçants à la tyrannie stakhanoviste.

En Allemagne, en Italie, les prolétaires n'ont pas pu profiter de leur Révolution parce qu'ils n'étaient pas préparés à la prise de possession. Et cette impuissance s'est retournée contre eux.

En Espagne, en Catalogne surtout, les embryons de contrôle ouvrier créés sous l'égide des syndicats de la C. N. C. qui en avaient popularisé l'idée chez les militants, ont permis de faire face, dès le 19 juillet, aux difficultés colossales nées de la désertion des entreprises par les techniciens. Cependant si les conditions générales de la lutte avaient permis sur une plus large échelle la création et le développement de commissions techniques prêtes à se substituer aux rouages dirigeants du capitalisme, les conquêtes révolutionnaires seraient mieux assurées sur leurs bases.

Aussi ces exemples doivent nous servir de leçons.

Nos responsables, surmenés, forment des commissions de fêtes, de solidarité, de sport et de loisirs. Pourquoi ne veulent-ils pas de comités d'études et d'action révolutionnaire, de comités de contrôle ouvrier ?

Il n'y a pas de loi sur la matière. Il n'y en a pas qui l'interdise. Et ce qui n'est pas défendu est permis, selon le droit bourgeois.

Quoi qu'il en soit, Proletaires ! Formez tout de suite dans vos maisons, dans vos chantiers, dans vos bureaux, dans vos magasins et syndicats des comités d'études et d'action révolutionnaire de Contrôle ouvrier.

Emmanuel QUESNEL.

## Jean MARESTAN

L'ÉDUCATION  
SEXUELLE

Edition revue, augmentée  
de chapitres nouveaux  
En vente au Libertaire : 15 fr.  
Franco : 16 fr. 50

identiques. Les lecteurs et amis du « Libertaire » en Algérie sont invités à venir épauler l'action de ces camarades.

Parallèlement à la création de cet organisme de propagande, deux groupes directement rattachés à l'U.A. sont en formation à Alger : 1° un groupe « Communiste-Libertaire », pour les adultes et un groupe de J.A.C. pour les jeunes.

Pour ces deux groupes, écrire à Rungas, au « Libertaire », 9, rue de Bondy, Paris, qui transmettra.

Incessamment sera constituée la Fédération Anarchiste d'Algérie.

## LA VIE DE L'U.A.

## ATTENTION !

Tout ce qui concerne Le Libertaire doit être adressé à SCHECK, 9, rue de Bondy Paris (10<sup>e</sup>). Les envois d'argent au chèque postal :

SCHECK André, 487-78, Paris.

Tous les camarades des groupes de l'U.A. qui désirent participer comme orateurs à la propagande cet hiver, sont convoqués jeudi 12 août, à 20 h. 30, au « Libertaire ».

II<sup>e</sup>, III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup>. — Prochaine réunion, jeudi 19 août à 21 h., 44, rue des Archives.

V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> arr. — Tous les mercredis à 20 h. 30, salle d'Arlequin, 22, rue Broca.

XIII<sup>e</sup> arr. — Tous les mardi 22, rue des Gobelins.

XIV<sup>e</sup> arr. — Le groupe se réunit tous les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis de chaque mois au café Papillon, 36, rue de Vanves.

XV<sup>e</sup> arr. — Tous les vendredis, à 21 h., chez Orcl, 117, rue Saint-Charles.

XVI<sup>e</sup> arr. et Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis, à 21 h., chez Cuvilliers, 50, avenue des Moulins, à Billancourt.

XVII<sup>e</sup> arr., St-Ouen. — Tous les jeudis à 20 h. 30, 3, rue des Apennins.

XVIII<sup>e</sup> arr., Montmartre. — Tous les mercredis à 21 heures aux « Sans-Soucis », 100, rue Ordener.

XVIII<sup>e</sup> arr. Chapelle Goutte d'Or. — Réunion tous les vendredis à 21 h., « Au Petit Trou », 83, rue de la Chapelle.

XIX<sup>e</sup> arr. — Tous les jeudis à 20 h. 30, précises salle Le Quélennec, 70, rue de Flandre.

XX<sup>e</sup>. — Tous les mercredis, à 21 h., chez Le-roche, 67, rue Ménilmontant, au 1<sup>er</sup> étage. La J. A. C. se réunit avec le groupe adultes.

Ansières. — Tous les dimanches matin, à 9 h. 30, 1, rue de Metz, au coin de la rue du Mesnil, venue du « Libertaire » le jeudi et le vendredi au Bourguignon, le dimanche au marché des 4-Routes.

Aulnay-sous-Bois. — Vendredi prochain 13 août, à 9 h., chez Delrieu, café de la Tour d'Auvergne.

Bagneux. — Tous les lundis, à 20 h. 30, café Veron, 150, rue Aristide Briand, à Bagneux.

Blanc-Mesnil. — Tous les lundis, 20 h. 30, salle Auguste, 11, avenue des Lilas. « Le Libertaire » est en vente chez le dépositaire, avenue Henri-Barbusse.

Bobigny. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> vendredis de chaque mois, salle Costes-Bougnat, 42, av. Edouard-Vaillant.

Clamart. — Le « Libertaire » est en vente au Café Gouberte, 41, avenue du Bois-de-Boulogne. Champigny. — Le « Libertaire » est en vente Maison Gaignon, à côté de la Mairie.

Canton de Charenton. — Jeudi 19 août, à 20 h. 30, chez Moureaux, rue des Accacias, à Alfortville.

Clichy. — Réunions tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> lundis de chaque mois, à 20 h. 30, au 92, rue de Paris.

Colombes. — Permanence au Groupe d'Etudes Sociales, 5, av. Kreissler (rue de la Reine-Henriette). Tous les samedis après-midi.

Courbevoie. La Garenne. — Tous les camarades sont invités à assister à la réunion qui aura lieu le vendredi 3 septembre à 20 h. 30, salle de l'Ami François, 7, av. Marceau à Courbevoie.

Ermont. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> lundis de chaque mois, à 9 heures, 123 bis, rue de la Gare, au fond de la cour, à droite.

Gennevilliers. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 90, rue Saint-Denis.

Ivry. — Réunion tous les lundis au Lion d'Or, 24, av. de la République, Ivry.

Levallois-Perret. — Tous les jeudis à 20 h. 30, café Giroux, 83, rue Chevalier.

L'Hay-les-Roses. — Vendredi 20 août, à 20 h. 30, à la Maison Commune, 12, rue de Villeguy.

Livry-Gargan. — Tous les premiers vendredis du mois au 44, rue Montgolfier. Tous les 3<sup>e</sup> vendredis, à la Mairie de Livry. Permanence tous les dimanches matin.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise.

Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis de chaque mois, au café du Sicle, maison Pige, face à la mairie.

Palaiseau. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au local habituel.

Puteaux-Neuilly. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, Salle Municipale, rue Roque-de-Fillol.

Sarcelles, Saint-Brice. — Un groupe de l'U. A. est constitué. S'adresser à Louis Legros, 8, rue de Chaufoeur, à Sarcelles.

Sartroville. — Tous les dimanches, les camarades anarchistes de Sartroville-Maisons-Laffite se retrouvent derrière nos amis vendeurs du « Libertaire » et du « Combat syndicaliste », au marché, à partir de 9 heures, près de la gare.

Sainte-Genève-des-Bois. — Le « Libertaire » est en vente chez Couvères, libraire, 72, avenue de la Gare, et chez Maurice, cafetier, 2, avenue de la Gare.

Savigny-sur-Orge. — Tous les militants et sympathisants de la région peuvent s'adresser à Pradô, 1, rue des Vergers, à Savigny-sur-Orge.

Valenton. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle du Château.

Versailles. — Tous les jeudis, à 21 h., au café de la Grande-Fontaine, 63, rue de la Paroisse, Versailles.

Vert-Galant, Villepinte, Villeparisis. — Permanence tous les dimanches, à 11 h., café Dumet, avenue de la Gare. Vert-Galant, café Rochard, avenue de la Gare à Villeparisis.

Villeparisis. — Réunion tous les 3<sup>e</sup> samedis de chaque mois, au Café Rochard, avenue de la Gare, à Villeparisis. Permanence tous les dimanches, à la même adresse.

Villeneuve-Saint-Georges. — Réunion tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudis du mois à 21 h., chez Calloch, café-restaurant, avenue Carnot.

Vitry. — Tous les mardis, à 20 h. 30, 56, rue du Génie.

Groupe Intercommunal Banlieue-Sud. — Réunion samedi à 20 h. 30, mairie de Bicêtre, salle du bas.

Aimargues. — A la Maison du Peuple, tous les premiers vendredis du mois.

Les jeunes camarades sont invités aux réunions des Jeunesses syndicales révolutionnaires ou le meilleur accueil leur sera réservé.

Le Gérant ANDRÉ GRAMER.

Imprimerie Centrale du Croissant (St Nils)  
49, rue du Croissant, Paris-2<sup>e</sup>

en formation. Il fait appel aux libertaires et sympathisants habitant la région. Ecrire à Kléber Duval, 100, rue des Tirois.

Albs. — Les camarades désirant adhérer doivent s'adresser à Paul Lavaré, 9, rue de la Cavalerie. Le « Libertaire » est en vente à la Librairie du « Petit Marseillais », 4, rue Bouteville, et dans tous les kiosques de la ville.

Amiens. — Le groupe se réunit tous les mercredis à 20 h. 30 salle de l'Union Coopérative, 52, rue de Beauvais. Le « Libertaire » est en vente chez Grévin, 3, rue Vascosan.

Anney. — Tous les mercredis, à 8 h. 30, café du Globe, au 1, rue de la Filaterie.

Arles. — On trouve le « Libertaire » chez Deshons, marchand de journaux, boulevard des Lices.

Brest. — Les réunions du groupe ont lieu les 2<sup>e</sup> et



Afin de sauvegarder les avantages acquis, les prochaines luttes ouvrières devront, en opposition à toutes visées politiques imposer :

**LE CONTROLE OUVRIER ;  
L'ÉCHELLE MOBILE  
DES SALAIRES.**

**Les syndicalistes  
veulent  
passionnément  
la paix...**

La presse de gauche cite abondamment cette phrase que Jouhaux a prononcée dimanche dernier : *les syndicalistes veulent passionnément la paix*. On y reconnaît le type de ces déclarations vaines avec lesquelles on satisfait une opinion crédule toujours prête à se payer de mots. Car tous les hommes veulent la paix, cela va sans dire. Les militaires la veulent dans l'honneur, les capitalistes dans le maintien ou l'accroissement de leurs profits, feu M. Poincaré dans le retour à la mère-patrie de l'Alsace-Lorraine.

Le secrétaire de la C. G. T. renouvelle, il est vrai, la formule. La paix, les syndicalistes la voudraient dans la dignité et l'indépendance de chaque peuple. Mais là encore, nous ne trouvons pas notre compte. Qu'est-ce que la dignité d'un peuple et où commence son indépendance ? Nous imaginons volontiers avec une sorte de satisfaction orgueilleuse que le peuple français possède à la fois la dignité et l'indépendance. Par contre nous savons que le parti national-socialiste a fait de la reconquête de la dignité du peuple allemand l'essentiel de son programme et qu'il engagerait au besoin toutes les forces de la nation allemande dans une guerre si un gouvernement étranger prétendait porter atteinte à cette dignité. Nous savons, par ailleurs, que les nouveaux maîtres de l'Espagne gouvernementale prétendent que le peuple espagnol doit recouvrer son indépendance avant tout en barrant hors de la péninsule les hordes allemandes et italiennes.

La dignité, l'indépendance d'un peuple seraient donc la mesure dans laquelle il accepte d'être dupé au nom d'une idéologie étrangère à ses intérêts. La dignité, pour le peuple allemand, consisterait à accepter son propre massacre pour que l'honneur de ses tyrans soit sauve. L'indépendance, pour le peuple espagnol, consisterait dans l'oubli de tout son passé révolutionnaire, dans la subordination de toutes ses revendications de classe à la poursuite d'une guerre nationale dont le résultat le plus clair serait une simple substitution de souveraineté qui ne modifierait en rien l'exploitation dont il souffre. Plaisante indépendance et plaisante dignité ! C'est pourtant sur un pareil verbiage qu'on édifie encore aujourd'hui une théorie de la paix. Il faudrait désespérer si l'on ne gardait pas l'espoir de voir dénoncer l'imposture par ceux-là qui en seraient les premières victimes.

En attendant, il nous faut bien répéter quelques-unes de ces vérités élémentaires qu'on s'ingénie aujourd'hui à dissimuler. Il n'est point de dignité, point d'indépendance pour les peuples. Tous sont également tenus en esclavage, tous sont également sacrifiés pour la défense d'intérêts qui ne sont pas les leurs. Par des procédés différents, leurs maîtres continuent à les bafouer en les poussant, au nom d'un dérisoire idéal patriotique, vers les charniers impérialistes. Leur assujettissement est égal.

La dignité, l'indépendance d'un peuple ne sauraient donc tenir dans la puissance de son armée ou de sa diplomatie ni dans la direction que prendront les pyrites qu'il extrait, à la sueur de son front, du sol national. Esclavage tout cela. La dignité d'un peuple, son indépendance ne peuvent être conquises que dans son effort pour se libérer d'un régime qui l'opprime et le déshonore. Elles sont dans la révolte du peuple parisien en 1789, dans la résistance des communistes, dans l'assaut que les prolétaires d'Espagne donnèrent contre les casernes de Barcelone et de Madrid.

Ainsi doit-on révoquer la formule de Jouhaux. L'accepter signifierait qu'il peut y avoir des guerres légitimes : celles qu'on fait au nom de la dignité et de l'indépendance nationales. On sait où cela nous a menés. On ne doit pas ignorer où cela nous mènerait demain.

Hors de la guerre nécessaire contre le capitalisme, les travailleurs veulent la paix, la paix sans conditions.

LASHORTES.

## LA FARCE CONTINUE

Enfin, la recrudescence d'agitation provoquée par le sabotage patronal des conventions collectives est parvenue à ébranler l'« appareil » syndical qui s'est décidé à convoquer une réunion extraordinaire du Comité confédéral national, afin d'envisager la situation.

Nous disons bien : *envisager la situation*, car il ne s'agissait pas, comme bien on pense, de se laisser aller à préconiser des mouvements « inconsiderés », mais simplement de tenter, par l'intermédiaire de ce cher gouvernement Chautemps-Bonnet, qui continue le Front populaire, de faire entendre raison à MM. les patrons.

Pour ce faire, on a adressé à celui-ci une requête contenant les principaux griefs cégétistes contre les manœuvres patronales.

Ce document vaut d'ailleurs qu'on s'y arrête un instant. Après un bref examen de la situation, il commence par protester de la sincérité des travailleurs de vouloir collaborer au redressement de l'économie nationale dans les cadres fixés par la loi. Nous avouons ne pas discerner la nécessité d'une telle affirmation pour la défense des intérêts ouvriers. Nos dirigeants, eux, soucieux de ne pas « isoler la classe ouvrière », ne voient pas la chose du même oeil, et ils se sont empressés de dénoncer les méchants patrons dont la campagne venimeuse accuse la C. G. T. « de provoquer la diminution de la production ».

Quel odieux mensonge ! Elle « qui ne cesse de demander à la classe ouvrière une production normale et consciente ».

Autrefois, devant la mauvaise volonté patronale, on mettait en pratique cette méthode d'action directe : « A mauvaise paye, mauvais travail », sans s'inquiéter autrement de l'« économie nationale ». Par ce moyen, le patronat venait rapidement à composition. Aujourd'hui, on s'inquiète d'abord de ne pas contrarier soit l'économie, soit la défense nationale. Avec une telle conception, on ne peut qu'être contre les mouvements grévistes, aussi les résultats sont-ils tout différents.

Mais revenons à la résolution. Elle reconnaît

que le relèvement du coût de la vie a annulé pour la plupart des travailleurs les augmentations de salaire, cela aussi bien sous le gouvernement actuel que sous le précédent, ce qui ne l'empêche pas d'attendre du gouvernement défaitiste Chautemps-Bonnet, qui vient encore d'aggraver le pouvoir d'achat ouvrier, un remède à cette situation.

Puis l'on enregistre une fois de plus le fiasco de la procédure de conciliation et d'arbitrage obligatoires dont on persiste cependant à attendre des bienfaits moyennant certaines retouches ici et là, et encore là, puis par des sanctions à l'égard des contrevenants, c'est-à-dire aussi contre les ouvriers qui ne voudront pas accepter une décision arbitrale leur étant défavorable. Réjouissante perspective.

Enfin, on veut bien rappeler dans cette note que le vote d'une loi contre l'arbitrage patronal sur l'embauchage et le débouchage avait été une des conditions de l'acceptation de la reconduction des conventions collectives, et l'on signale très justement que la plupart des grèves proviennent des licenciements abusifs de délégués ouvriers ou des militants les plus actifs. Or, le moyen radical, le procédé efficace déniché par nos dirigeants pour empêcher que s'exerce plus longtemps la vindicte patronale est, tenez-vous bien : l'institution d'une juridiction arbitrale appliquant des règles sanctionnées.

Avec tout le respect que nous avons pour nos manitous cégétistes, nous sommes bien obligés de leur poser la question : De qui se moque-t-on ?

L'expérience de la lenteur et de l'inefficacité des précédentes et des actuelles juridictions arbitrales ne s'est-elle pas aux yeux de tous ? Et l'on voudrait continuer dans cette voie ! Il en est qui ont la foi tenace. Par contre, si l'on espère par ce moyen maintenir la paix sociale, on fait fausse route. La confiance manifestée à l'égard du gouvernement pour le règlement des conflits ne fera qu'encourager les exactions patronales.

Certes, dans ses commentaires au C. C. N., Jouhaux a réclamé des garanties contre l'arbi-

traire patronal pour toute la durée du mandat de délégué et la note au gouvernement, demandant que le renvoi du délégué soit « subordonné à la révocation du mandat à lui confié par les travailleurs de l'entreprise ». Il y aurait beaucoup à dire là-dessus. En premier lieu, nous considérons que le mandat de délégué implique pour le titulaire la garantie de son maintien dans l'entreprise pour toute la durée de ce mandat ; en second lieu, que la meilleure garantie à cet égard est d'exiger l'assentiment du comité d'entreprise pour tout engagement ou tout licenciement de personnel. Les travailleurs de l'Aviation, ceux du Livre ont su obtenir dans ce domaine des résultats qui gagneraient à être généralisés, et leur exemple démontre que ce n'est pas impossible.

L'émotion provoquée par les tentatives de subordination stalinienne du syndicalisme n'a pu laisser le C. C. N. indifférent. On en a profité pour réclamer la disparition des organes de tendance. L'orthodoxie syndicale conviendrait certainement mieux à certains manœuvriers. La place nous manque pour commenter plus longuement, nous y reviendrons.

Naturellement, on ne pouvait s'abstenir d'un petit couplet — ô combien modeste — sur la « solidarité » à l'Espagne antifasciste. Sans plus d'ailleurs.

Après une mise en garde de Jouhaux contre la grève du bâtiment décidée pour le 11 août, le C. C. N. n'a pas manqué de terminer son adresse au gouvernement en lui manifestant son désir de lui maintenir sa collaboration confiante dans le respect de la légalité établie.

Puis il s'est séparé, la conscience en repos. Nous doutons que les travailleurs, eux, soient satisfaits. Devant la carence de leurs dirigeants, il leur reste une alternative : se sauver eux-mêmes.

N. FAUCIER.

P.-S. — Chautemps a promis une réponse pour la fin de ce mois. Attendons sans impatience et sans illusion les résultats de cette « prise en considération ».

## LE MOUVEMENT SYNDICAL

### LE CONGRES DES INSTITUTEURS

Ceux qui ne marchent pas...  
...ce sont les instituteurs

Comme chaque année, leur congrès a été le signal d'un beau chahut dans la grande presse. Rien n'a manqué : ni les injures et l'indignation tarifiée des journaux réactionnaires, ni les calandresuses insinuations du diabolique Vautel.

Les débats qui durèrent trois jours s'ouvrirent mardi matin dans la grande salle de la Mutualité. Plusieurs délégués étrangers y assistaient et les galeries étaient bondées d'auditeurs. Je n'en ai pas vu dans le détail de la discussion passionnée qui mit aux prises les délégués des différentes sections départementales. Malgré les affirmations d'une certaine presse, les problèmes pédagogiques furent longuement étudiés. Mais l'attention des congressistes fut particulièrement retenue par les questions sociales et le tragique, l'éternel problème de la paix.

Ah ! je vous assure qu'il est loin l'enthousiasme d'antan. Les orateurs ont, pour la plupart, vivement critiqué l'expérience du Front populaire et le syndicalisme gouvernemental en a pris un bon coup. Personne n'a plus confiance et ce n'est pas seulement le Sénat que l'on accuse d'avoir provoqué l'état de choses actuel. La faillite du régime parlementaire est nettement soulignée par plusieurs délégués qui s'écrient : « Il faut revenir à la lutte de classes et à l'action directe. Nous ne voulons plus voir substituer la supplication à la revendication et la démarche à l'action ».

Pour nos camarades la situation est angoissante. La guerre est sur le monde, elle est sur nous, chaque jour davantage et les partis de gauche ne font rien pour l'éviter. Au contraire ils s'y préparent fébrilement sous le couvert d'un faux pacifisme. Les budgets militaires enflent d'une année à l'autre, par tous les moyens on mobilise les consciences. Depuis un an l'union sacrée est faite dans notre pays et, il faut bien le dire, une partie de la C. G. T. approuve ou tolère cette union sacrée. Jamais on n'avait vu pareille déchéance du syndicalisme. Les instituteurs protestent vigoureusement contre l'antifascisme belliqueux du Front populaire. Ils saluent du fond du cœur les révolutionnaires espagnols, défendant héroïquement leurs libertés mais ils déclarent qu'ils refusent de participer à une croisade idéologique contre les fascismes extérieurs.

Les instituteurs dénoncent aussi la politique religieuse du Front populaire. On sait que les partis de gauche ont répudié solennellement tout anticléricalisme : les communistes multiplient leurs appels à l'union entre français et tendent la main aux catholiques ; par la voix de leur président, Campinchi, les radicaux ont renié Gambella et les socialistes se taisent. Comme Sébastien Faure le rappelait, il y a quinze jours, l'Eglise est plus forte que jamais. Pour mieux sceller et renforcer l'union sacrée, le gouvernement de Front populaire traite le clergé avec tous les égards possibles et rend hommage à sa puissance. On s'explique l'amertume de nos camarades de l'Ouest et d'Alsace-Lorraine en proie aux vexations et aux persécutions de la cléricaille redevenue maîtresse du pays. Tour à tour ils viennent exposer à la tribune le danger d'une pareille alliance avec l'Eglise. Dans nos provinces, dit un délégué de l'Ouest, il n'y a ni royalistes, ni doriotistes, ni croix de feu, mais le clergé qui impose sa volonté, par tous les moyens. Si vous ne réagissez pas, craignez qu'un moment décisif, il n'y

ait, comme en 1790, une Vendée qui vous tire dans le dos.

Dans les colonies, et particulièrement en Afrique du Nord, le Front populaire n'a rien fait pour améliorer le sort des indigènes. Les instituteurs musulmans se plaignent d'être traités en inférieurs et de vivre sous le régime de la terreur. « On n'hésite pas à nous demander notre sang ; on le répand à profusion, déclare l'un d'eux, mais on nous refuse le pain et la liberté ».

Bref, ce congrès a montré l'amère désillusion des instituteurs qui, l'an dernier, faisaient confiance au Rassemblement populaire. Au moment où l'union sacrée vis-à-vis des partis politiques, en un temps où les esprits ne résistent plus à la psychose de guerre, le pacifisme de nos camarades à quelque chose de consolant. Regrettons seulement leur insistance à vouloir imposer la médiation en Espagne. La médiation négociée par les impérialismes français et anglais, ne se ferait que sur le dos du prolétariat espagnol lorsque toute opposition révolutionnaire aurait été écrasée. Vraiment nos camarades manquent de clairvoyance. Ce n'est pas ainsi que doit se manifester la solidarité internationale. Notons également la volonté ferme des instituteurs de maintenir l'indépendance des syndicats vis-à-vis des partis politiques. Cette volonté s'est traduite par plusieurs interventions de délégués condamnant les manœuvres sournoises des stalinistes qui cherchent à s'emparer de la direction confédérale.

Si l'on considère que les deux millions présentés par le bureau d'une réclamation une fois plus, l'arrestation de la C. G. T., l'arrestation sans réserve l'union sacrée et manifestant une opposition irréductible à la guerre — ont été volés par 840 voix contre 130 et que la minorité est très nettement révolutionnaire on a le droit d'être satisfait et l'on peut

### CHEZ PANHARD ET LEVASSOR

Solidarité ouvrière ou  
solidarité politique ?

Un camarade ayant demandé à un délégué d'atelier, avec compte rendu de la grève de la « Soie », 104 jours d'occupation, s'il était possible de faire quelque chose pour ces camarades en lutte, il lui fut répondu que les collectes étaient interdites dans les ateliers, mais que l'on verrait. En réalité, on ne vit rien ; ou plutôt si : on vit deux jours après cette demande restée sans réponse, des listes circuler dans ces mêmes ateliers, où toute quête est interdite, pour les grévistes des Ateliers. Fort bien. Mais pourquoi ces différences de traitement. Est-ce parce que les camarades de la « Soie » n'avaient rien demandé au Comité local du 13<sup>e</sup>, on ne sait pas qu'ils ont besoin d'être secourus après 104 jours d'occupation. En termes clairs, cela veut dire que la demande ne venant pas de nos amis stalinistes, elle ne pouvait servir de propagande pour eux. Ceux qui sont en lutte ne comptent pas.

A tous les camarades syndiqués de comprendre que la solidarité ouvrière, chez Panhard comme ailleurs, ne doit pas être un tremplin politique — comme pour l'Espagne, par exemple — pour les stalinistes dont la devise semble être :

« Je te donne quelque chose, mais tâche de savoir que c'est le grand parti de la France libre, forte et heureuse qui te le donne ».

GEO.

compter sur les instituteurs pour épauler l'action ouvrière et maintenir la paix.

LOUIS LAPLAUD.

P. S. — Le premier jour, Jouhaux vint saluer le congrès au nom de la C. G. T. Il fut accueilli très fraîchement. De toutes parts on lui cria : « Vendu ! Sac au dos ! Rappel-le-loi 1914 ! etc... » On n'insultait pas le représentant de la classe ouvrière, comme certains l'ont prétendu. La manifestation était toute spontanée et s'adressait à Jouhaux lui-même. Pouvaient-on, en effet, laisser parler, sans rien lui dire, l'homme qui, en 1914, ne fit rien pour empêcher la guerre et avait cyniquement, dimanche dernier, la trahison des élus ouvriers et la sienne propre ? De plus, Jouhaux fut souvent interrompu dans son discours. Etait-ce la faute des instituteurs si Jouhaux ne parlait pas en militant syndicaliste mais en représentant de l'impérialisme français ?

### Colonisateurs et collaborationnistes

— Allons, Dumoulin, Belin et Tutti Quanti. Vous êtes les véritables responsables de l'état de choses actuel. Vous commencez de protester quand le mal est fait, alors que vous étiez avertis par les camarades de la base.

Il faut bien que chacun prenne ses responsabilités. Et nous disons que comme secrétaires fédéraux vous ne pouvez échapper à la lourde tâche qui vous incombe.

Qu'avez-vous fait des nouveaux syndiqués ? Des machines à coliser dont le cerveau est vide. Qu'avez-vous fait pour faire comprendre à cette masse qui pèse maintenant de tout son poids sur nos destinées d'indépendance en dehors de toute compromission politique. Je dis rien !

Et pourtant il y avait à faire. Hélas ! nous n'avons vu jusqu'à présent que de grandes manifestations : or à défaut d'intelligence et de compréhension on ne demandait aux camarades que de défilé le poing tendu et d'écouter des discours.

La classe ouvrière ne vous intéresse que quand vous sentez que votre râtelier de fonctionnaire tend à vous échapper. Pour ma part, je ne crois pas à votre sincérité, ni à votre repentir tardif.

N'est-ce pas encore un de votre clique, un Jouhaux qui revendique à Toulouse l'idée de Nation ?

C'est vrai que le même en 1914 prenait avec tout son courage patriotisme le chemin de Bordeaux, pas tout seul, avec tous les renégats de la classe ouvrière.

Tous mobilisés au bourrage de crâne à l'arrière.

Nous ne pouvons compter sur vous pour mener à bien la libération des travailleurs.

Le réformisme et la collaboration gouvernementale, la collaboration avec notre bourgeoisie vous situe nettement. Et je crois même qu'il n'y a pas tellement de différence entre vous et les stalinistes. Les ouvriers devront donc lutter et contre vous et contre les hommes de Moscou, larbins à tout faire du parti communiste.

Par ailleurs, tous les vrais syndicalistes, révolutionnaires, ceux qui veulent supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, viennent à nous.

ORBUS.

## Le tribut de la C.G.T. au rassemblement populaire

Il y a plus de trois ans, nous étions une poignée de syndicalistes décidés de toute notre énergie et de notre courage à nous opposer à la victoire du fascisme, et par suite à l'écrasement des formations de gauche. Et, personnellement, reprenant à mon compte la formule de notre regretté camarade Errico Malatesta, « un bout de chemin avec les partisans de plus de liberté », j'acceptais sans réticence notre collaboration au front populaire.

Aux heures les plus difficiles, aux instants les plus critiques, dans les engagements les plus dangereux, nous avons toujours été présents.

Aussi, au moment des événements de Tunis, je me trouvais très à mon aise pour faire connaître mes sentiments aux représentants les plus qualifiés du « Front Populaire », et déclarer que je refusais de continuer à apporter mon concours à une formation de gauche qui, une fois au pouvoir, tout comme ses prédécesseurs, ressemblerait aux moyens de coercition contre le prolétariat.

Puis est venue la période de la pause. Il fallait sauver l'Exposition qui avait été torpillée à ses débuts, par tous les entrepreneurs du bâtiment avec la complaisance des fonctionnaires de notre Gouvernement.

Mais, haro ! sur les gars du bâtiment qui se refusaient à supporter les conséquences de cette politique...

De jour en jour, le Front Populaire, qui avait vu le jour malgré les forces de réaction grâce au courage de la classe ouvrière, les 9 et 12 février 1934, et avait pris l'engagement de défendre le pain, la paix et la liberté, eut vite fait d'oublier ses engagements, obligé de s'incliner devant le formidable mouvement de grèves de juin 1936, dont le gouvernement Sarraut lui-même avait été obligé de supporter les effets. Ce « Front populaire », au nom de l'intérêt du pays, et plus particulièrement des classes moyennes, petit commerce, commença sa campagne de chantage contre les organisations représentant le prolétariat, pour la semaine de quarante heures en cinq jours, (la Fédération des Employés en sait quelque chose). Un sabotage en règle fut organisé : une campagne de presse savamment menée, et particulièrement dans la presse de gauche, fut dirigée contre les militants voulant défendre les intérêts des ouvriers : Fini les occupations d'usine, de magasins ou de bureaux. Neutralisation des grèves, mais au bénéfice des patrons...

Échec de la grève des tailleurs ; échec de la grève des colporteurs ; grève des H. C. R. B. (10 % de militants sacrifiés et jetés sur le pavé)... Beau résultat !

Il est grand temps de faire le point. Déjà le doute, le manque de confiance des masses se fait sentir envers les organisations syndicales.

Militants syndicalistes, vous qui avez accepté, pour ne pas briser ce rassemblement populaire, de faire des concessions, ne sentez-vous pas que les sacrifices demandés aux ouvriers et consentis par eux, ont été faits constamment par le monde du travail et au bénéfice du capitalisme... et des classes moyennes qui, toujours dans le passé, ont tiré les avantages de toutes les révolutions, dont l'artisan était le prolétariat ?

Où, le tribut de la C. G. T. est lourd. Jetez un regard, militants, sur vos meetings de juin 1936 ! On sentait ces salles pleines à craquer et pleines d'enthousiasme ! Aujourd'hui, les auditoires sont bien moins nombreux, le manque de confiance règne (de concessions en concessions vous avez semé le doute et diminué votre puissance d'action).

Déjà le Front Populaire « N° 2 » en la personne de Chautemps, le capitaine de 1934, celui qui certainement à cette époque, aurait rejoint la droite si elle avait été la plus forte. Ce Chautemps, homme des grands financiers et du grand capitalisme, qui déclare que la « pause » doit continuer.

Assez de complaisance, parait-il, devant la nation ; comptable d'être le valet des forces d'argent ; comptable d'apporter son concours pour les intérêts des capitalistes français en Espagne et contre la révolution de ce pays ; comptable de demander des sacrifices toujours aux éternels sacrifiés, à ceux qui depuis des siècles, ont été les artisans de toutes les richesses par leur travail.

Nous pensons que nous sommes à un tournant de l'histoire. Nous, qui depuis toujours avons compris et pensons que les conquêtes que nous avons arrachées aux puissances d'argent de notre pays ; délégués d'ateliers ; vacanciers payés ; quarante heures, sont le processus d'action qui doit nous conduire vers le but du syndicalisme, la suppression du salariat et de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous demandons à tous ceux qui pensent encore que l'émancipation du travailleur sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et que cette formule est toujours d'actualité, d'examiner avec objectivité la situation qui nous est faite.

Assez de concessions des organisations syndicales au Front Populaire. Le tribut qu'a payé la C. G. T. est assez lourd ; continuer à suivre cette route, c'est aller à la destruction de nos syndicats, et ce serait de notre part trahir le monde du travail.

Il faut choisir entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. Laissons aux bons apôtres de la « pause » de se faire, par l'achat ou l'intérêt, les défenseurs des forces d'argent...

ALBERT CANE.

### L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES GROUPES D'USINES

Tous les camarades des groupes d'usines sont priés d'assister à l'assemblée générale qui aura lieu le samedi 7 août, à 9 heures, salle des « Deux Hémisphères » (angle rue Château-d'Eau et Faubourg Saint-Martin).

Ordre du jour : Préparation du congrès de l'U. A.

La Commission.